

CHAPITRE 2

AIDE POUR LE COMMERCE, DIVERSIFICATION ET AUTONOMISATION ÉCONOMIQUES

*Contribution de l'Organisation pour la coopération
et le développement économiques*

Résumé : Depuis le lancement de l'Initiative Aide pour le commerce, les donateurs ont décaissé 409 milliards d'USD d'aide publique au développement (APD) pour aider les pays en développement à renforcer leurs capacités commerciales. En outre, 346 milliards d'USD ont été décaissés au titre de prêts accordés à des conditions libérales. En 2017, les engagements au titre de l'Aide pour le commerce ont atteint 57,7 milliards d'USD, un montant une fois et demie supérieur à la moyenne de référence. Les études empiriques et les évaluations montrent que ce soutien a aidé les pays en développement à améliorer leur compétitivité, à développer et à diversifier leurs échanges, à attirer l'investissement étranger direct et à créer des emplois pour les hommes comme pour les femmes. Malgré ces résultats positifs, nombre de ces pays restent spécialisés dans des activités à faible valeur ajoutée. Cela signifie que les programmes d'aide doivent aider plus explicitement ces pays à diversifier leur économie et à créer davantage de possibilités pour autonomiser les femmes et les jeunes.

APERÇU

De nombreux pays en développement, en particulier les moins avancés, continuent de se heurter à des problèmes de compétitivité majeurs lorsqu'ils s'efforcent de diversifier leur économie. Malgré les nouvelles possibilités qu'offrent la réduction des coûts du commerce et la diffusion des technologies de l'information et de la communication, nombre d'entre eux rencontrent toujours des difficultés considérables qui les empêchent d'exploiter pleinement leur potentiel économique. Dans ceux qui y parviennent, il peut être difficile de reproduire de tels résultats au niveau national. Cela pourrait entraîner l'apparition d'"îlots d'excellence", avec des niveaux de capitaux et de connaissances plus élevés que dans le reste de l'économie. Les facteurs qui influent sur la diversification économique sont variés et dépendent du contexte ou de la situation géographique (comme dans le cas des petites îles et des pays en développement sans littoral). Certains obstacles à la diversification économique font partie de ceux que l'Aide pour le commerce cherche à éliminer. Ils sont également ressortis des réponses fournies lors de l'exercice de suivi et d'évaluation réalisé par l'OCDE et l'OMC en 2019.

Depuis le lancement, en 2006, de l'Initiative Aide pour le commerce dirigée par l'OMC, les quelque 60 donateurs qui déclarent leur aide publique au développement (APD) dans le cadre du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE ont décaissé 409 milliards d'USD pour renforcer les capacités et les infrastructures liées au commerce. Ils ont versé 5,7 milliards d'USD pour aider les pays en développement à élaborer des stratégies de développement du commerce et à négocier et mettre en œuvre des accords commerciaux. En outre, 91,6 milliards d'USD ont été décaissés pour améliorer l'approvisionnement en énergie; 125,4 milliards d'USD pour construire des routes, des ports et des réseaux de télécommunication; 180 milliards d'USD pour soutenir le secteur privé; et 230 millions d'USD pour aider les pays à supporter les coûts liés à la libéralisation des échanges. Par ailleurs, depuis 2006, 346 milliards d'USD ont été décaissés au titre de prêts accordés à des conditions libérales. En 2017, les engagements au titre de l'Aide pour le commerce ont augmenté de 12,1% en termes réels et ont atteint 57 milliards d'USD, un montant près d'une fois et demie supérieur à la moyenne de référence de la période 2002-2006. À cette somme s'ajoutent 9 milliards d'USD provenant des fournisseurs Sud-Sud, qui deviennent une source de financement de plus en plus importante pour les pays en développement, même s'il est difficile de savoir quel montant a été alloué en faveur du commerce.

Des études empiriques montrent clairement que ce soutien a aidé les pays en développement à accroître et à diversifier leurs échanges, à améliorer leur compétitivité, à attirer l'investissement étranger direct et à créer des emplois pour les hommes comme pour les femmes. Ces résultats empiriques sont corroborés par des études de cas soumises dans le cadre des précédents exercices de suivi de l'Aide pour le commerce. Ils varient toutefois, en fonction du type de contribution au titre de l'Aide pour le commerce, du secteur auquel le soutien est accordé, et du niveau de revenu et de la situation géographique du pays bénéficiaire.

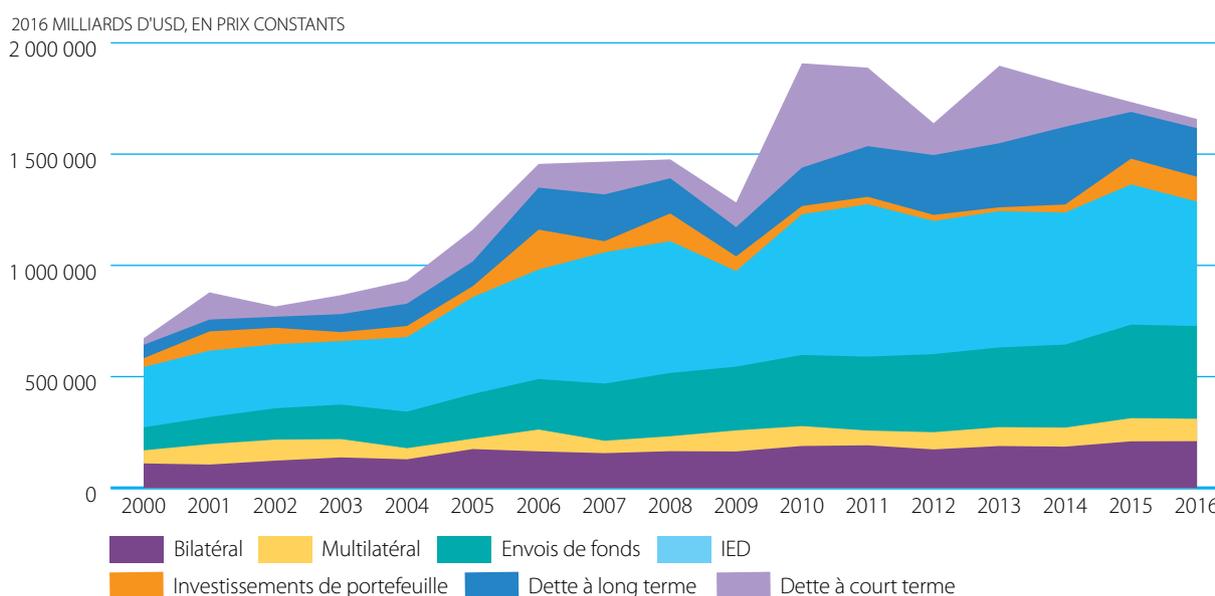
Les évaluations ont montré qu'un soutien ciblé, aussi bien conçu et mis en œuvre qu'il soit, n'entraînera probablement pas de gains durables pour les populations pauvres s'il ne s'accompagne pas d'une réforme politique et institutionnelle. Cependant, consacrer exclusivement le soutien à la création d'un environnement favorable ne tient pas compte du fait que les micro et petites entreprises ont rarement les capacités nécessaires pour exploiter de nouvelles possibilités commerciales. En outre, les femmes et les jeunes sont souvent désavantagés du point de vue de leurs capacités économiques, font l'objet de discriminations et n'ont pas de moyen d'expression politique pour influencer les décisions stratégiques. L'autonomisation est donc essentielle pour répondre aux différentes formes d'exclusion. Les politiques et l'investissement doivent être plus clairement axés sur l'élargissement des possibilités économiques pour les femmes et les jeunes. Ainsi, les programmes d'Aide pour le commerce devraient prendre en compte les facteurs d'économie politique qui influent sur la situation des femmes et des jeunes, en particulier en ce qui concerne les besoins d'emploi futurs.

Le présent chapitre débute par une vue d'ensemble des flux de financement pour le développement qui fournira un contexte à une analyse plus approfondie des décaissements au titre de l'Aide pour le commerce depuis le lancement de l'initiative en 2006. Il présente ensuite les conclusions d'études universitaires sur l'efficacité de l'Aide pour le commerce en ce qui concerne l'expansion et la diversification des échanges, la mobilisation des investissements et la promotion de la diversification et de l'autonomisation économiques. Il examine ensuite plus en détail les décaissements au titre de l'Aide pour le commerce considérés comme les plus pertinents s'agissant de la promotion de la diversification et de l'autonomisation économiques. Enfin, il présente les perspectives à court terme de l'Aide pour le commerce.

FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 procède d'une vision à la fois large et ambitieuse; il appelle une stratégie de financement tout aussi large et ambitieuse. En 2002, la première Conférence internationale sur le financement du développement avait souligné que le commerce était souvent la première source extérieure de financement du développement. La Conférence de 2015 et le Programme d'action d'Addis-Abeba qui en est issu ne voient plus dans le commerce une source de financement du développement. Le Programme d'action mentionne les ressources nationales et l'investissement étranger direct (IED), tout en soulignant qu'il serait nécessaire que le secteur privé apporte une contribution additionnelle conséquente. Le commerce est décrit comme un moteur de la croissance et du développement. La réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et des objectifs commerciaux passe par des approches intégrées et des compromis. Cela signifie que l'Aide pour le commerce devrait aider les pays en développement à atteindre leurs objectifs économiques en aidant leurs entreprises à se connecter aux marchés internationaux, et en aidant les pays eux-mêmes à développer et diversifier leurs échanges. Elle devrait parallèlement contribuer à la réalisation d'objectifs sociaux en réduisant la pauvreté et les inégalités. Enfin, l'Aide pour le commerce devrait poursuivre des objectifs environnementaux en aidant les pays en développement à s'adapter aux changements climatiques, tout en tirant parti des avantages comparatifs des procédés de production sobres en carbone (Lammersen, 2019). La section suivante présente le contexte du financement du développement et donne un aperçu général des décaissements totaux effectués au titre de l'Aide pour le commerce depuis le lancement de l'initiative en 2006.

Figure 2.1. Financement transfrontières destiné aux pays en développement, 2000-2016



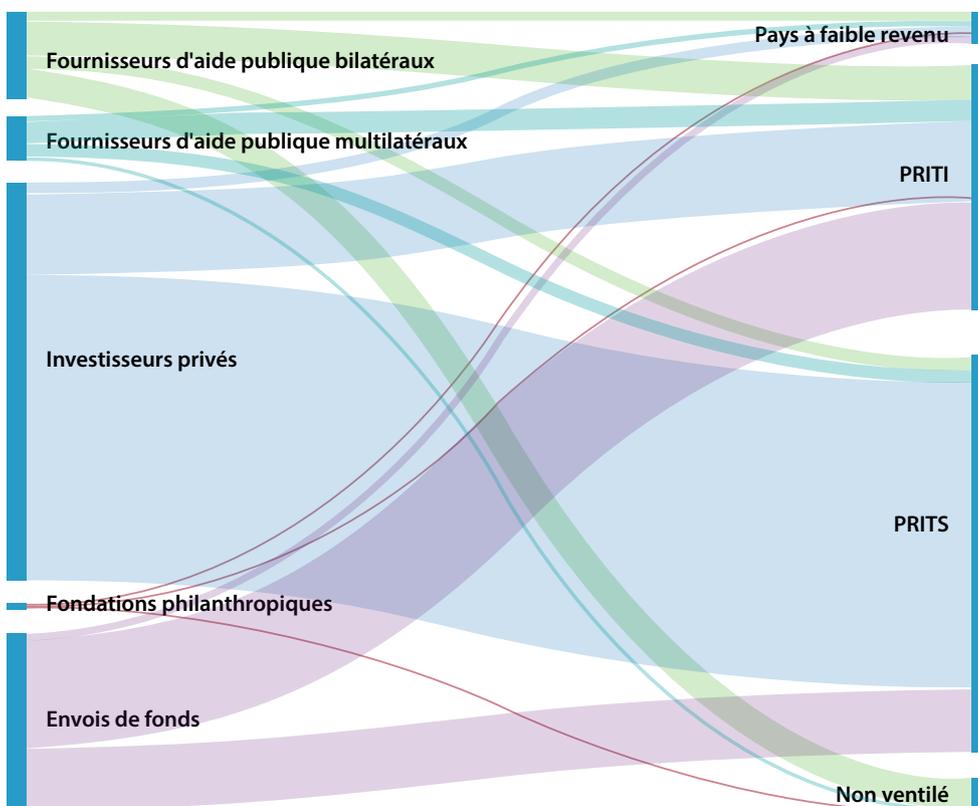
Source : Calculs de l'OCDE sur la base du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE (2018) (base de données), <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crls>; Banque mondiale (2018), données sur la migration et les envois de fonds, <http://www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaisues/brief/migration-remittances-data>; FMI (2017), base de données sur la balance des paiements, <http://www.imf.org/external/datamapper/datasets/BOP>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933952729>

En 2016, le financement extérieur accordé aux pays en développement par les acteurs internationaux, tant du secteur public que du secteur privé, s'élevait à près de 1 700 milliards d'USD, contre environ 675 milliards d'USD en 2000. Le secteur privé est le principal donateur, octroyant environ 750 millions d'USD sous différentes formes d'investissement. Les envois de fonds des migrants, qui s'élèvent à 416 milliards d'USD, sont également une source de financement importante, bien que seulement dans un nombre limité de pays en développement. Les fournisseurs d'aide publique, dont les ressources combinées s'élèvent à 310 milliards d'USD, ciblent la réduction de la pauvreté, les pays les plus pauvres et les programmes mondiaux. Les apports au titre de la coopération Sud-Sud des dix principaux pays en dehors du Comité d'aide au développement (CAD) s'élevaient à 9 milliards d'USD en 2017, contre 6,2 milliards d'USD en 2016 (figure 2.1).

Ces différents apports varient selon les destinataires. Les pays à faible revenu sont en général davantage tributaires des apports du secteur public, et plus particulièrement des apports à des conditions libérales, tandis que les envois de fonds sont la principale source de financement extérieur des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI). Les PRITI et pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) absorbent la plus grande part des apports publics à des conditions non libérales. Les PRITS attirent la majeure partie du financement privé, qui représente toutefois également une source de financement importante pour les PRITI. Ainsi, les types de financement extérieur semblent être fortement corrélés aux niveaux de revenu, la structure du financement transfrontières variant en fonction du niveau de développement. (OCDE, 2019) (figure 2.2).

Figure 2.2. Destinataires du financement extérieur en 2016

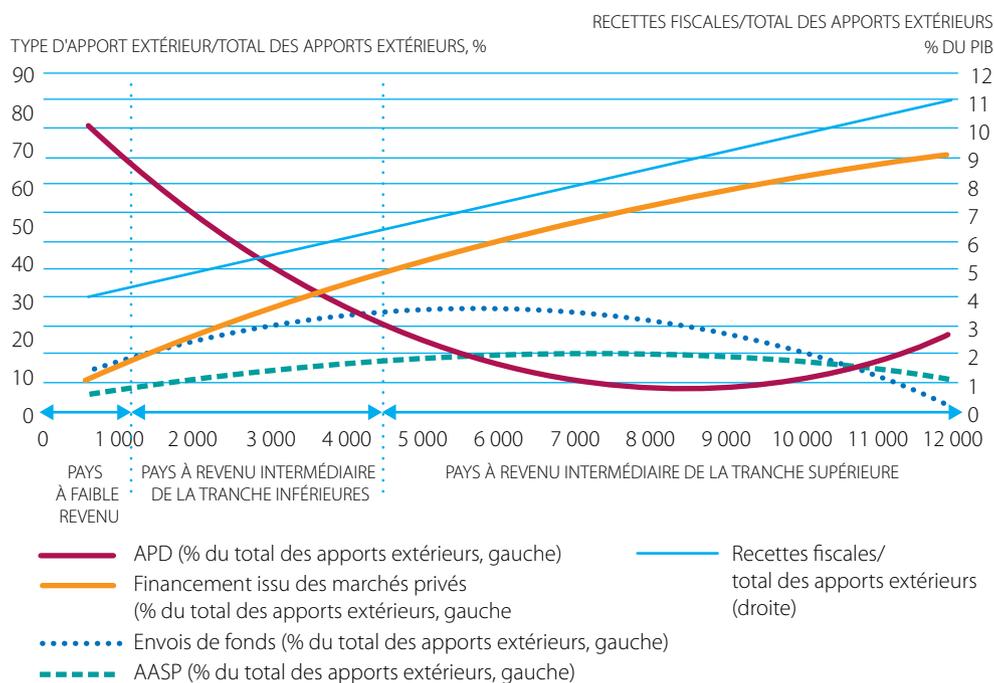


Source : Calculs de l'OCDE sur la base du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE (2018) (base de données), <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1> ; Banque mondiale (2018), données sur la migration et les envois de fonds; FMI (2017), balance des paiements.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933952748>

La part du financement public international diminue à mesure que le revenu national augmente. L'aide publique au développement (APD), en particulier, est la principale source de financement extérieur pour les pays à faible revenu et les PRITI (entre 50% et 60% du total des apports extérieurs). L'APD et les autres apports du secteur public (AASP) perdent en importance dans les PRITS, où ils représentent moins de 10% du financement extérieur. La part du financement privé s'accroît dans les pays à revenu plus élevé du fait qu'ils peuvent accéder aux marchés internationaux de capitaux. Si les envois de fonds sont importants pour les pays à faible revenu, c'est dans les PRITI et les PRITS que leur part du financement extérieur est la plus élevée. Les apports privés représentent environ 30% du total du financement extérieur pour les pays à faible revenu et 70% pour les pays les plus riches ou les PRITS (figure 2.3).

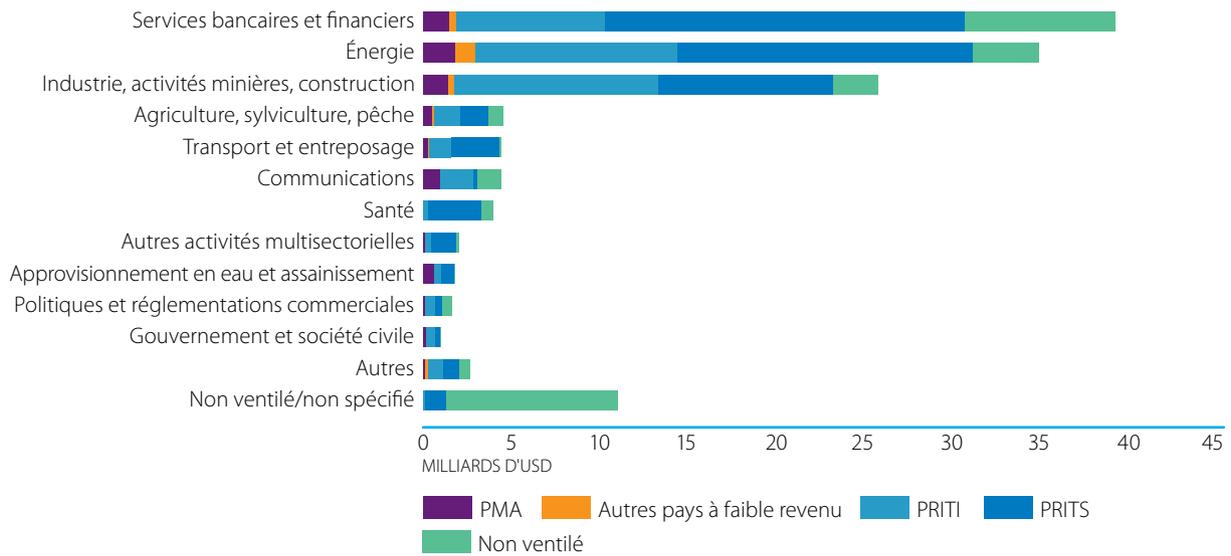
Figure 2.3. Disponibilité des sources de financement selon les niveaux de revenu



Source : OCDE (2018), Système de notification des pays créanciers de (base de données), <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs>; Banque mondiale (2018), données sur la migration et les envois de fonds, <http://www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaissues/brief/migration-remittances-data>; FMI (2017), base de données sur la balance des paiements, <http://www.imf.org/external/datamapper/datasets/BOP>.
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933952767>

La contribution du secteur privé au financement du développement s'est élevée à 154 milliards d'USD pour la période 2012-2017. L'Afrique était le principal bénéficiaire (40,8 milliards d'USD), suivie de l'Asie (37,5 milliards d'USD), de l'Europe (32 milliards d'USD), de l'Amérique latine et des Caraïbes (25,1 milliards d'USD) et de l'Océanie (seulement 0,1 milliard d'USD). Dans ces différentes régions, la majeure partie des montants mobilisés ont été affectés à des projets dans les PRITS (54%) et les PRITI (36%), et seuls 10% étaient destinés aux PMA et aux autres pays à faible revenu. Ce type de financement du développement était majoritairement destiné aux services bancaires et financiers (43,7 milliards d'USD), à l'énergie (38,9 milliards d'USD) et à l'industrie, aux activités minières et à la construction (28,8 milliards d'USD) (figure 2.4).

Figure 2.4. Montants des financements mobilisés aux fins du développement auprès du secteur privé, 2012-2017, par groupe de revenu et par secteur



* Pour des questions de confidentialité, la Société financière internationale (SFI) n'a pas donné de renseignements ventilés par secteur et par zone géographique sur les fonds privés qu'elle avait mobilisés pour 2016 et 2017. Le montant s'élève à 10,3 milliards d'USD.

Sources : Benn, J., C. Sangaré et T. Hos (2017), "Amounts Mobilised from the Private Sector by Official Development Finance Interventions: Guarantees, syndicated loans, shares in collective investment vehicles, direct investment in companies, credit lines", OECD Development Co-operation Working Papers, No. 36, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/8135abde-en>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933952786>

Tableau 2.1. Vues sur la manière dont l'Aide pour le commerce permet de mobiliser d'autres formes de financement du développement

"En raison de la crise politique prolongée, il est devenu plus difficile de mobiliser un financement étranger privé." –

République centrafricaine

"Le Cadre intégré renforcé est la seule source de financement, il n'y a eu pas eu de financement autre que concessionnel ni d'IED." – **Sénégal**

"Ces 10 dernières années, l'Union européenne a accordé environ 3,4 milliards d'EUR pour le financement de plus de 380 projets mixtes, ce qui a permis de mobiliser des prêts à hauteur de 26,2 milliards d'EUR et de débloquer 57,3 milliards d'EUR d'investissement dans les pays en développement." – **Union européenne**

"Un grand nombre d'opérations comprennent un cofinancement qui permet de mobiliser des sources de financement à des conditions libérales et non libérales à la fois au niveau local et international." – **BERD**

"En réduisant les risques liés aux investissements, les pays bénéficiaires peuvent mobiliser des sources additionnelles de financement du développement, en particulier l'IED, qui permet des gains durables en termes de diversification." –

Banque mondiale

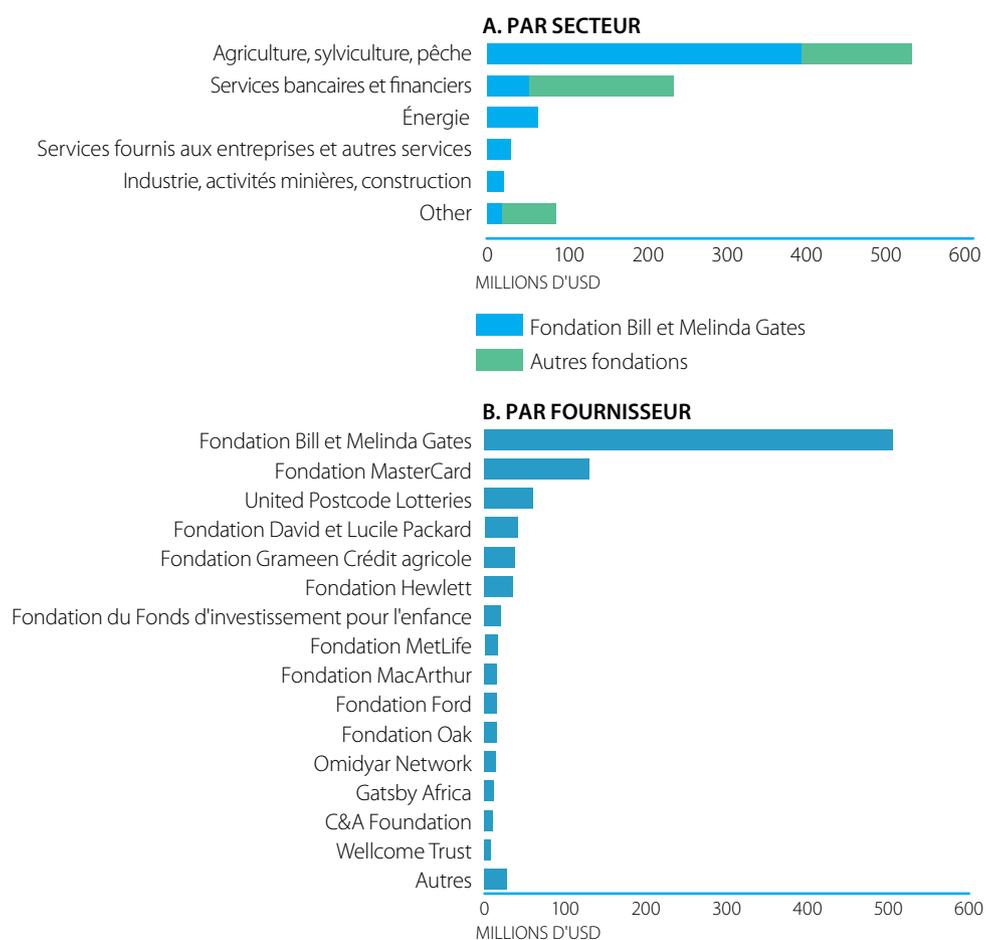
"Notre aide, qui comprend des instruments du secteur privé, permet de mobiliser pleinement les capitaux privés." – **Japon**

Source : Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC (2019).

En réponse aux questionnaires de l'OCDE et de l'OMC pour 2019, 40 pays partenaires sur 88 et 24 donateurs sur 35 estimaient que l'Aide pour le commerce les avait aidés à mobiliser d'autres formes de financement du développement. Plus de la moitié des 40 pays partenaires sont des PMA. Parmi les pays du Sud qui ont répondu au questionnaire, la Turquie a souligné que l'Aide pour le commerce mobilisait d'autres formes de financement du développement.

Les dons d'organisations caritatives aux pays en développement s'élevaient à près de 8 milliards d'USD en moyenne par année au cours de la période 2015-2017. Les pays à revenu intermédiaire ont reçu 67% des apports philanthropiques, 37% étant destinés aux PRITI et 30% aux PRITS. Le reste a été alloué aux pays à faible revenu. Environ 963 millions d'USD portent le marqueur du développement du commerce; plus de la moitié de ce montant était destiné à l'agriculture et à la pêche, et près du quart aux services bancaires et aux services connexes. L'appui fourni aux secteurs de l'énergie et de l'industrie ne concerne souvent pas en soi les activités de construction d'infrastructures ou de production, mais porte plutôt sur la transparence, la responsabilité et la participation démocratique (figure 2.5a). La moitié du financement provient de la Fondation Bill et Melinda Gates, même si d'autres fondations, telles que MasterCard et United Postcode Lotteries, sont également des pourvoyeurs importants (figure 2.5b).

Figure 2.5a. et 2.5b. Fonds philanthropiques privés pour le développement du commerce, 2017 (en millions d'USD, décaissements, 2017)



Source : OCDE (2018), La philanthropie privée pour le développement, Objectif développement, Editions OCDE, Paris, https://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/la-philanthropie-privee-pour-le-developpement_9789264303973-fr

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933952805>

Plusieurs importants fournisseurs de coopération pour le développement ne notifient pas leurs apports financiers à l'OCDE. Selon une estimation prudente de celle-ci, les financements totaux bruts accordés à des conditions libérales par les dix pays qui ne communiquent pas de statistiques en la matière auraient atteint 9 milliards d'USD en 2017. Il est difficile de déterminer quelle part de ce montant est allouée à des programmes ou des projets en lien avec le commerce. La deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud a constaté que le commerce jouait un grand rôle dans la croissance et le développement économique des pays en développement et a pris note de la contribution importante de la coopération Sud-Sud et triangulaire dans le domaine du commerce, ainsi que de sa capacité de promouvoir le développement durable. Cinquante pays partenaires, dont 27 PMA, ont désigné la Chine comme étant le partenaire Sud-Sud qui accordait le financement le plus important pour la diversification économique, tandis que, pour 30 pays partenaires, il s'agissait de l'Inde. Les fournisseurs Sud-Sud ont indiqué que leur soutien à la diversification économique était principalement destiné aux pays suivants : Djibouti, Égypte, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nigéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Tunisie.

Tableau 2.2. Vues sur la coopération Sud-Sud

"La Chine soutient la remise en état ou la construction de nos infrastructures liées au commerce." –

République centrafricaine

"L'Inde offre des programmes de renforcement des capacités liées au commerce à l'intention des fonctionnaires gouvernementaux, et la Chine soutient le développement en finançant la construction d'infrastructures." –

Népal

"La Chine, l'Arabie saoudite, la Turquie, le Koweït et la Tunisie sont des partenaires de longue date." –

Guinée

"Nous avons développé des relations économiques avec des partenaires Sud-Sud tels que la Chine, l'Iran, l'Inde et la Turquie." –

Sénégal

"L'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud aident à diversifier les activités économiques dans le secteur de la noix de coco." –

Kiribati

"La Chine et l'Inde orientent leurs investissements vers les matières premières." –

République démocratique du Congo

"Nous promovons les modalités de la coopération Sud-Sud et en tirons parti afin de soutenir le développement durable dans le monde dans tous les domaines programmatiques." –

Programme des Nations Unies pour le développement

(PNUD)

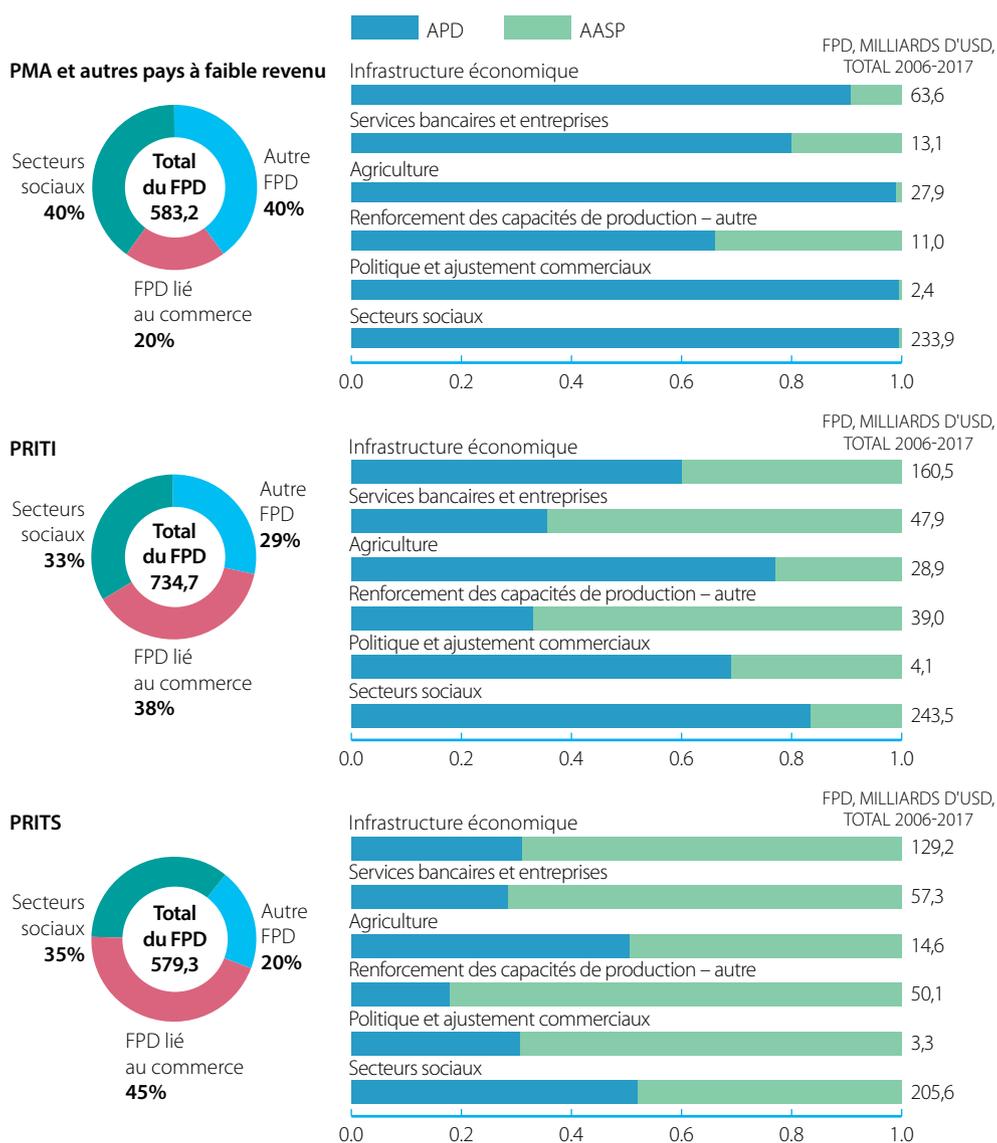
Source : Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC (2019).

La *coopération triangulaire* combine différents types de ressources (financières, en nature, connaissances, technologie ou autres) et tire parti des avantages comparatifs de chaque partenaire en visant à obtenir un résultat qui soit supérieur à la somme des contributions individuelles. Elle a été introduite dans les années 1970 et des études et analyses montrent qu'elle est devenue plus populaire ces dernières années (OCDE, 2017). Ces tendances sont confirmées par les données du Secrétariat général ibéro-américain, qui indiquent que le nombre de projets de coopération triangulaire en Amérique latine et aux Caraïbes a été multiplié par 8 entre 2005 et 2015. Sept donateurs ont indiqué avoir des partenariats avec des fournisseurs Sud-Sud : quatre ont des partenariats avec l'Argentine, le Brésil et le Mexique; et trois avec le Chili, la Chine, l'Indonésie, la Malaisie, Singapour et la Thaïlande. L'Allemagne a fait observer qu'elle collaborait avec des fournisseurs Sud-Sud de plusieurs régions, dont l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, le Chili, la Chine, l'Indonésie, et neuf autres. Le Japon s'associe à de nombreux partenaires, dont l'Argentine, l'Égypte, la Thaïlande et huit autres, pour fournir un financement aux fins de la diversification économique. Les États-Unis ont cité le Mexique et Singapour.

DÉCAISEMENTS AU TITRE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE DEPUIS 2006

Le Programme d'action d'Addis-Abeba indique que l'Aide pour le commerce peut jouer un rôle majeur et devrait s'efforcer d'allouer une proportion grandissante des ressources aux pays les moins avancés. L'ODD 8 a renouvelé l'appel en faveur d'un accroissement de "l'appui apporté dans le cadre de l'Initiative Aide pour le commerce aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés". Depuis le lancement de l'Initiative Aide pour le commerce dirigée par l'OMC, les quelque 60 donateurs qui déclarent leur APD dans le cadre du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE ont décaissé au total 409 milliards d'USD au titre de l'APD pour renforcer les capacités et les infrastructures liées au commerce. Les décaissements ont connu une hausse moyenne annuelle de 9,3%, passant de 14,9 milliards d'USD au cours de la période de référence 2002-2005 à 42,2 milliards d'USD en 2017.

Figure 2.6. Décaissements au titre de l'Aide pour le commerce par groupe de revenu, élément de libéralité et catégorie, 2006-2017



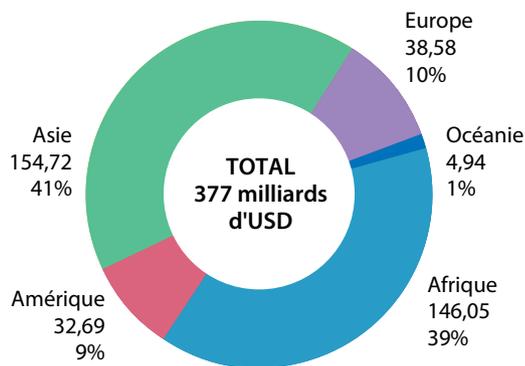
Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers OCDE-CAD : activités d'aide (2019), DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/data-00061-en>, (consulté le 6 février 2019).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933952824>

Cette APD a aidé les pays en développement dans plusieurs domaines : élaboration de stratégies de développement du commerce, négociation et mise en œuvre d'accords commerciaux (5,7 milliards d'USD), production d'énergie (91,6 milliards d'USD), construction de routes, de ports et de réseaux de télécommunication afin que les entreprises nationales puissent mieux se connecter aux marchés régionaux et mondiaux (125,4 milliards d'USD), soutien au secteur privé dans l'exploitation des avantages comparatifs et la diversification des activités commerciales (180 milliards d'USD), et contribution aux coûts associés à la libéralisation des échanges (230 millions d'USD) (figure 2.6).

Cent quarante-six pays ou territoires ont bénéficié de l'Aide pour le commerce, 154,7 milliards d'USD ayant été décaissés en Asie, 146 milliards d'USD en Afrique, 38,6 milliards d'USD en Europe, 32,7 milliards d'USD en Amérique latine et aux Caraïbes, et 5 milliards d'USD en Océanie (figure 2.7). Dans ces régions, les pays à faible revenu ont reçu 118 milliards d'USD (108,4 milliards d'USD pour les PMA et 10,2 milliards d'USD pour les autres pays à faible revenu); les PRITI, 143,8 milliards d'USD; et les PRITS, 83,4 milliards d'USD. Quant aux programmes régionaux et mondiaux, 63,5 milliards d'USD leur ont été alloués entre 2006 et 2017 (figure 2.8). En volume, les dix donateurs les plus importants de l'Aide pour le commerce (Japon, Union européenne, Banque mondiale, États-Unis, Allemagne, France, Royaume-Uni, Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement et Pays-Bas) représentaient 82% du total des décaissements réalisés depuis 2006. Toutefois, si l'on considère la part d'Aide pour le commerce dans l'aide programmable des pays, le classement n'est plus le même : le Fonds arabe pour le développement économique et social occupe la première place (80% de son aide programmable), suivi du Fonds OPEP pour le développement international (66%), de la Belgique (63%), du Koweït (61%), de l'Autriche (61%) et de l'Union européenne (60%). En 2014, l'Australie s'était fixé comme objectif d'augmenter à 20% la part de son budget d'aide destinée à l'Aide pour le commerce d'ici à 2020. L'objectif a été atteint avant la date prévue, la part consacrée à l'Aide pour le commerce ayant atteint 23,3% du budget total d'aide de l'Australie au cours de l'exercice 2016/17.

Figure 2.7. Décaissements au titre de l'Aide pour le commerce par région, 2006-2017

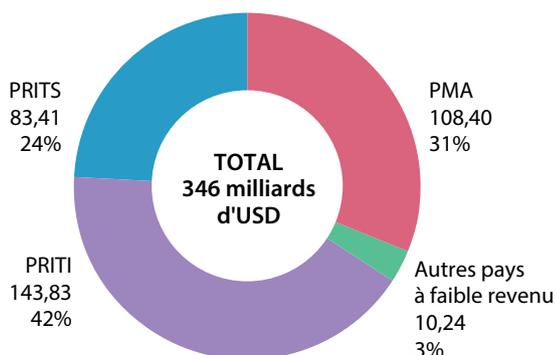


Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers OCDE-CAD: activités d'aide (2019), DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/data-00061-en>, (consulté le 6 février 2019).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933952843>

Les banques de développement et plusieurs donateurs bilatéraux (Union européenne, France, Allemagne et Corée) ont aussi fourni un total de 346 milliards d'USD sous la forme de prêts accordés à des conditions libérales ou d'AASP depuis 2006. Ces autres apports étaient essentiellement destinés aux pays à revenu intermédiaire (318 milliards d'USD) en Asie (42%) et en Amérique latine et aux Caraïbes (23%), pour le secteur des transports et de l'entreposage (84 milliards d'USD), des services bancaires et financiers (75 milliards d'USD), de la production et de la distribution d'énergie (75 milliards d'USD) et de l'industrie (55 milliards d'USD).

Figure 2.8. Décaissements au titre de l'Aide pour le commerce par groupe de revenu, 2006-2017



Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers OCDE-CAD: activités d'aide (2019), DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/data-00061-en>, (consulté le 6 février 2019).

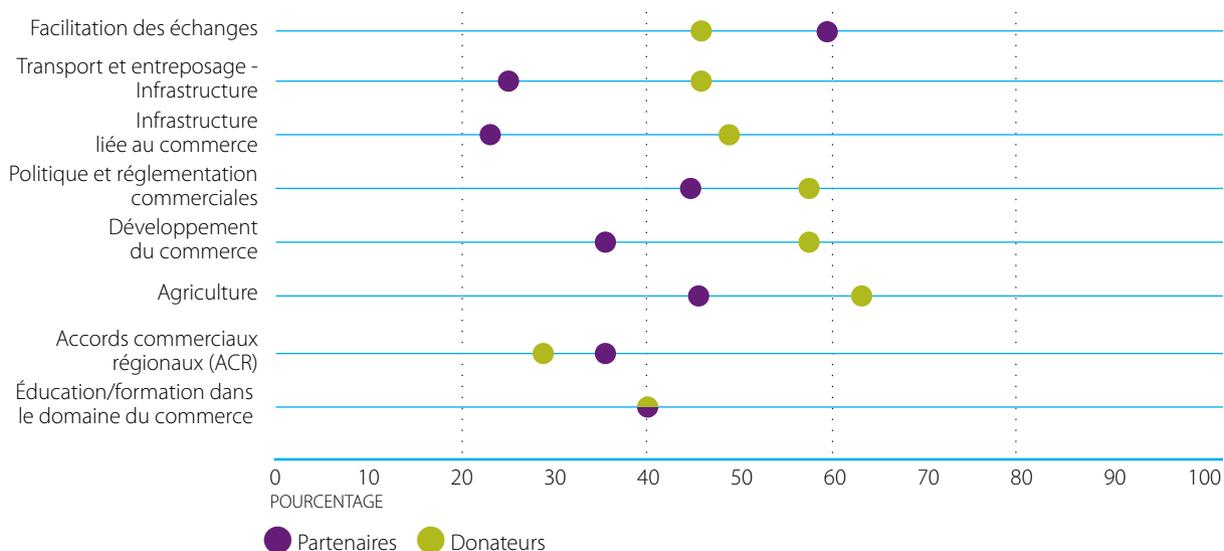
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933952862>

L'AIDE POUR LE COMMERCE EST-ELLE EFFICACE ?

Selon de nombreuses études empiriques sur le commerce et le développement, l'Aide pour le commerce s'avère être efficace à la fois aux niveaux micro et macroéconomique (tableau 2.2). Plus précisément, l'OCDE a constaté que 1 dollar de plus investi dans l'Aide pour le commerce générerait près de 8 dollars supplémentaires d'exportation pour l'ensemble des pays en développement, un montant qui passe à 20 dollars pour celles des pays les plus pauvres (OCDE/OMC, 2013). Les résultats peuvent toutefois varier considérablement selon le type d'intervention de l'Aide pour le commerce, le secteur qui reçoit l'aide, le niveau de revenu et la situation géographique du pays bénéficiaire.

Ces résultats empiriques sont corroborés par les évaluations des programmes et des projets d'Aide pour le commerce, et des études de cas soumises dans le cadre des précédents exercices de suivi de l'Aide pour le commerce (OCDE/OMC, 2013, 2015 et 2017). L'exercice de suivi mené en 2019 montre que l'Aide pour le commerce a un impact positif sur la diversification de l'économie. Les pays partenaires ont indiqué que c'était avant tout dans le domaine de la facilitation des échanges, puis dans le secteur de l'agriculture, que le financement au titre de l'Aide pour le commerce avait eu le plus d'effets. Les donateurs estimaient, eux, que c'était dans le secteur de l'agriculture que le financement avait eu la plus forte incidence (figure 2.9).

Figure 2.9. Aid for trade impacts



Source : Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC (2019).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933952900>

Tableau 2.3. Résultats empiriques concernant l'impact de l'Aide pour le commerce (à suivre)

Constatation	Source
Les projets d'assistance technique par produit ont coïncidé avec une augmentation des exportations des gammes de produit bénéficiant du soutien.	Brenton, P. et Uexkull, E., (2009), <i>Product Specific Technical Assistance for Exports – Has it been Effective?</i> , Journal of International Trade and Economic Development, 18: pages 235 à 254, https://doi.org/10.1080/09638190902916444
De manière générale, l'Aide pour le commerce a une incidence positive et importante sur les exportations des pays bénéficiaires.	Cali, M. et Te Velde, D. W. (2011), <i>Does Aid for Trade Really Improve Trade Performance?</i> , World Development, Elsevier, vol. 39(5), pages 725 à 740, https://econpapers.repec.org/article/eeewdevel/v_3a39_3ay_3a2011_3ai_3a5_3ap_3a725-740.htm
Une augmentation de 10% de l'aide allouée aux secteurs des transports, des technologies de l'information et de la communication, de l'énergie et des services bancaires entraîne, dans les pays bénéficiaires, une hausse des exportations de produits manufacturés de 2,0%, 0,3%, 6,8% et 4,7%, respectivement.	Ferro, E., Portugal-Perez, et Wilson, J., (2012), <i>Aid to the Services Sector: Does it Affect Manufacturing Exports?</i> , Banque mondiale, http://www.ferdi.fr/sites/www.ferdi.fr/files/DT_Ferro_Perrez_Wilson_Manufacturing%20Exports.pdf
Une augmentation de 10% des engagements d'aide à l'infrastructure par habitant dans les pays en développement entraîne une hausse moyenne de 2,34% du ratio des exportations au PIB.	Vijil, M. et Wagner, L., <i>Does Aid for Trade Enhance Export Performance? Investigating the infrastructure channel</i> , The World Economy, 35(7), pages 838 à 868, https://doi/full/10.1111/j.1467-9701.2012.01437.x
L'Aide pour le commerce peut constituer un outil puissant et efficace permettant de réduire les coûts du commerce dans les pays en développement et ainsi d'accroître les flux commerciaux.	Busse, M., Hoekstra, R. et Königer, J. (2012), <i>The Impact of Aid for Trade Facilitation on the Costs of Trading</i> , Kyklos, 65: pages 143 à 163, https://doi:10.1111/j.1467-6435.2012.00531.x
Une hausse de 1% de l'aide à la facilitation des échanges pourrait entraîner une augmentation des échanges mondiaux de 415 milliards d'USD.	Helble, M.C., C.L. Mann et J.S. Wilson (2012), <i>Aid-for-trade facilitation</i> , <i>Review of World Economics</i> (Weltwirtschaftliches Archiv), Springer, vol. 148(2), pages 357 à 376, https://www.jstor.org/stable/41485799
Des différences dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes peuvent engendrer des différences dans l'impact de l'Aide pour le commerce sur les exportations.	Rueckert Brazys, S., (2013), <i>Evidencing donor heterogeneity in Aid for Trade</i> , <i>Review of International Political Economy</i> , 20:4, pages 947 à 978, https://DOI:10.1080/09692290.2012.734254
Il apparaît que les flux d'Aide pour le commerce ont eu une incidence statistiquement significative sur la réduction des délais d'exportation et d'importation en Afrique subsaharienne.	Cirera, X. et Winters, LA., (2015), <i>Aid for Trade and Structural Transformation in Sub-Saharan Africa</i> , Commonwealth Trade Policy Discussion Papers 2015/01, Secrétariat du Commonwealth, https://doi.org/10.14217/5js6b1p69ms-en

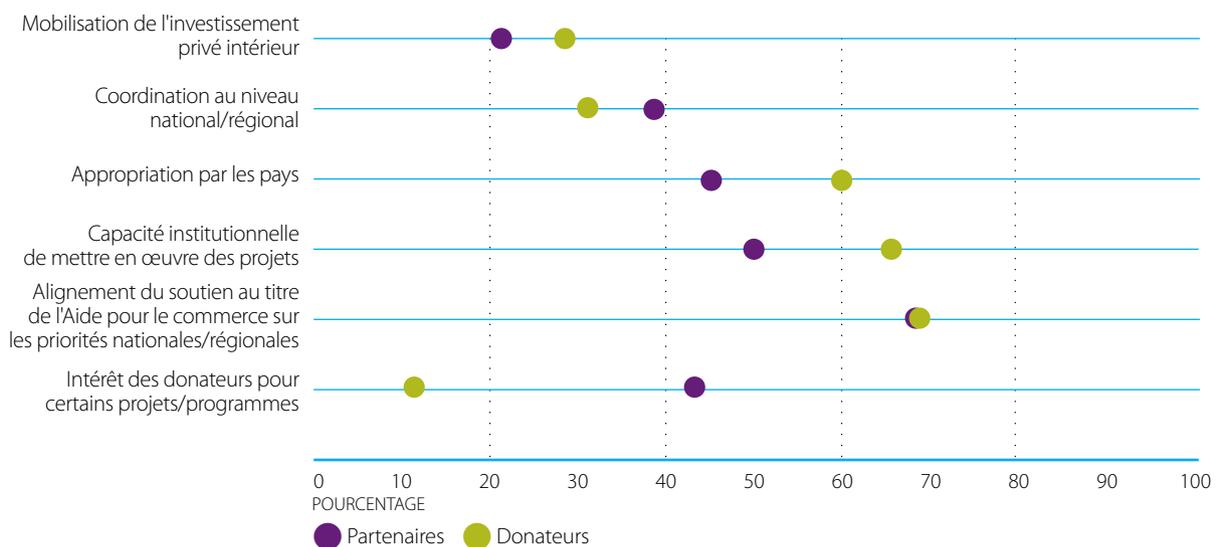
Tableau 2.3. Résultats empiriques concernant l'impact de l'Aide pour le commerce

<p>L'Aide pour le commerce entraîne une hausse aussi bien des exportations des bénéficiaires vers les pays donateurs que des importations des bénéficiaires en provenance des pays donateurs. L'augmentation des exportations tend à l'emporter sur l'augmentation des importations, ce qui contredit l'avis des sceptiques selon lequel les donateurs accordent une aide avant tout pour promouvoir leurs propres intérêts en matière d'exportation.</p>	<p>Hühne, P., Meyer, B. et Nunnenkamp, P., (2014), <i>Who benefits from aid for trade? Comparing the effects on recipient versus donor exports</i>, The Journal of Development Studies, 50(9), pages 1275 à 1288, https://doi.org/10.1080/00220388.2014.903246</p>
<p>L'Aide pour le commerce a un effet positif important sur de multiples mesures de la performance à l'exportation, mais affiche des rendements décroissants.</p>	<p>Ghimire S., D. Mukherjee et E. Alvi, (2016), <i>Aid-for-trade and Export Performance of Developing Countries</i>, Applied Econometrics and International Development, vol. 16-1, http://www.usc.es/economet/journals1/aeid/aeid1613.pdf</p>
<p>L'Aide pour le commerce accroît les investissements axés sur la création d'activités entièrement nouvelles, et l'aide destinée aux infrastructures et à la capacité de production est étroitement associée à l'investissement.</p>	<p>Lee, H. H. et Ries, J., (2016), <i>Aid for Trade and Greenfield Investment</i>, World Development, volume 84, pages 206 à 218, https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0305750X15301637</p>
<p>L'Aide pour le commerce a une incidence solide et positive sur la réduction de la pauvreté, principalement dans les PMA, même si les effets varient selon les pays.</p>	<p>Durowah, O., (2017), <i>The role of aid for trade and foreign direct investment in poverty reduction: a panel data analysis of 91 developing countries</i>, South Dakota State University, http://openprairie.sdstate.edu/etd/1187</p>
<p>L'Aide pour le commerce peut contribuer à améliorer le cadre de politiques et à attirer l'IED nécessaire à la réalisation des ODD et au développement des infrastructures des TIC.</p>	<p>Roy, M., (2017), <i>The contribution of services trade policies to connectivity in the context of aid for trade</i>, Organisation mondiale du commerce, https://www.wto.org/english/res_e/reser_e/ersd201712_e.pdf</p>
<p>Les pays qui exportent moins en volume sont les principaux bénéficiaires de l'Aide pour le commerce.</p>	<p>Martínez Zarzoso, I., Nowak Lehmann, D. F. et Rehwald, K., (2017), <i>Is aid for trade effective? A panel quantile regression approach</i>, Review of Development Economics, 2017; 21:e175–e203, https://doi.org/10.1111/rode.12322</p>
<p>L'Aide pour le commerce a un effet significatif et substantiel sur la promotion des flux entrants d'IED dans les pays bénéficiaires.</p>	<p>Lee, S., (2018), <i>An empirical analysis of the effects of aid for trade on foreign direct investment</i>, Seoul National University – Graduate School of International Studies, http://s-space.snu.ac.kr/bitstream/10371/141690/1/000000150680.pdf</p>
<p>L'Aide pour le commerce a une incidence positive importante sur l'emploi total (hommes et femmes) et sur la part des femmes dans l'emploi, mais n'a pas d'effet significatif sur celle des hommes.</p>	<p>Kimm Gnanngnon, S., (2018), <i>Aid for Trade and Employment in Developing Countries: An Empirical Evidence</i>, Labour – Review of Labour Economics and Industrial Relations, Volume 33, Issue 1, https://doi.org/10.1111/labr.12139</p>
<p>Les flux entrants d'Aide pour le commerce ont des effets positifs importants sur les ratios d'exportation des pays bénéficiaires.</p>	<p>Kimm Gnanngnon, S., (2018), <i>Aid for Trade and Recipient Countries' Export Structure: Does Trade Policy Liberalisation Matter?</i>, Journal of Economic Theory and Practice, https://doi.org/10.1177/0976747918806361</p>

Selon les opinions recueillies pendant l'exercice de suivi, l'alignement de l'Aide pour le commerce sur les priorités nationales ou régionales est un facteur clé de réussite. Soixante-deux pays partenaires estimaient que l'aide reçue pour la diversification de leur économie correspondait à leurs priorités. Cependant, les différences existant entre les priorités générales des partenaires et celles des donateurs faisaient toujours obstacle au succès de l'Aide pour le commerce, comme l'ont indiqué la moitié des pays partenaires ayant répondu au questionnaire. La plupart des donateurs étaient d'avis que la faible capacité institutionnelle était un obstacle majeur à la réussite de l'Aide pour le commerce (figure 2.10). Pour les partenaires Sud-Sud, les divergences entre les priorités des différents acteurs et le manque de coordination nationale ou régionale peuvent limiter la réussite de l'Aide pour le commerce.

La présente section a permis d'examiner les résultats et les facteurs de réussite de l'Aide pour le commerce à un niveau global. La prochaine section analysera plus en détail le soutien des donateurs en faveur de l'autonomisation grâce à la diversification économique.

Figure 2.10. Facteurs de réussite de l'Aide pour le commerce



Source : Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC (2019).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933952919>

L'AUTONOMISATION GRÂCE À LA DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

De nombreux pays en développement rencontrent toujours des difficultés considérables qui les empêchent d'exploiter pleinement leur potentiel économique. Dans ceux qui y parviennent, il peut être difficile de reproduire de tels résultats au niveau national. Cela pourrait entraîner l'apparition d'"îlots d'excellence", avec des niveaux de capitaux et de connaissances plus élevés que dans le reste de l'économie. Les facteurs qui ont une incidence sur la diversification économique sont variés et dépendent du contexte ou de la situation géographique (comme dans le cas des petites îles et des pays en développement sans littoral). Certains des obstacles à la diversification économique, tels que le sous-développement du secteur privé ou un manque d'infrastructure, font également partie des problèmes que l'Aide pour le commerce cherche à éliminer. Le soutien fourni par les donateurs pour remédier à ces deux types de difficultés sera examiné dans la section suivante. D'autres types de soutien, tels que l'investissement dans l'éducation et les soins de santé, la création d'emplois ou la protection sociale, ne relèvent pas du mandat de l'Initiative Aide pour le commerce. Ils sont examinés plus avant dans d'autres parties de la publication.

Tableau 2.4. Vues sur la diversification économique

"L'Aide pour le commerce nous a permis de diversifier notre portefeuille d'exportations et d'accorder une place moins importante au cuivre." – **Zambie**

"Diversifier notre production nous aiderait à garantir une croissance durable." – **Kazakhstan**

"La diversification économique fait depuis longtemps partie des objectifs de nos activités de soutien." – **Suède**

"L'amélioration du climat de l'investissement, l'accès aux marchés et les capacités locales de production sont les facteurs essentiels d'une diversification économique réussie." – **Union européenne**

"Entre 2012 et 2017, le Programme d'emploi saisonnier pour la région du Pacifique s'est traduit par un revenu net de plus de 144 millions d'AUD pour les pays insulaires du Pacifique et le Timor-Leste, ce qui est important pour la diversification de leurs économies." – **Australie**

"La diversification de l'économie suit son cours, mais doit être renforcée grâce au soutien technique et financier de partenaires." – **UEMOA**

"Les lacunes dans les infrastructures et les secteurs de l'énergie et de l'emploi, ainsi que dans les réglementations qui ont une incidence sur les conditions de l'activité des entreprises, représentent des obstacles majeurs à la diversification économique." – **BERD**

"La reprise ou la reconstruction suite aux catastrophes naturelles graves et fréquentes sont les principaux obstacles à la diversification économique." – **Secrétariat du Forum des îles du Pacifique**

"La diversification de l'économie est un élément clé de notre coopération commerciale avec les pays en développement, en particulier ceux qui dépendent des matières premières et les pays les plus pauvres." – **Groupe de la Banque mondiale**

"Le soutien apporté a pour but de remédier au peu de renseignements dont disposent les petites entreprises sur les possibilités de marché et les tendances concernant la croissance future." – **PNUD**

Source : Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC (2019).

Vues de Sigrid Kaag, Ministre du commerce extérieur et de la coopération pour le développement, Pays-Bas

Améliorer les possibilités économiques des femmes et éliminer les obstacles à leur participation au commerce régional et international sont à mon sens essentiels pour promouvoir le développement économique et parvenir à des résultats plus équitables et qui profitent à toutes et tous. Il s'agit là d'un des principes fondamentaux de la politique des Pays-Bas en matière de commerce extérieur et de coopération pour le développement.

Il est donc crucial de poursuivre les travaux débutés par la Déclaration de Buenos Aires sur l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation économique des femmes. Nous devons parallèlement restés résolus à mettre en œuvre le programme d'Aide pour le commerce. L'autonomisation économique des femmes, les disparités entre hommes et femmes, l'entrepreneuriat féminin et la création de davantage d'emplois, et surtout de meilleurs emplois, pour les femmes font partie intégrante de ce programme. Les femmes sont toujours plus susceptibles que les hommes d'être confrontées à des conditions de travail défavorables, voire dangereuses.

L'entrepreneuriat peut être une voie prometteuse qui permettrait aux femmes de gagner leur vie, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Les femmes pourraient ainsi contribuer à l'égalité hommes-femmes en créant des emplois et en embauchant d'autres femmes. Cependant, pour faire de cela une réalité, les femmes entrepreneurs doivent jouir des mêmes droits et possibilités que les hommes, notamment en ce qui concerne l'accès aux services financiers et la possibilité de prendre part aux procédures de passation des marchés publics. La bonne nouvelle est que les technologies numériques contribuent à créer de telles possibilités.

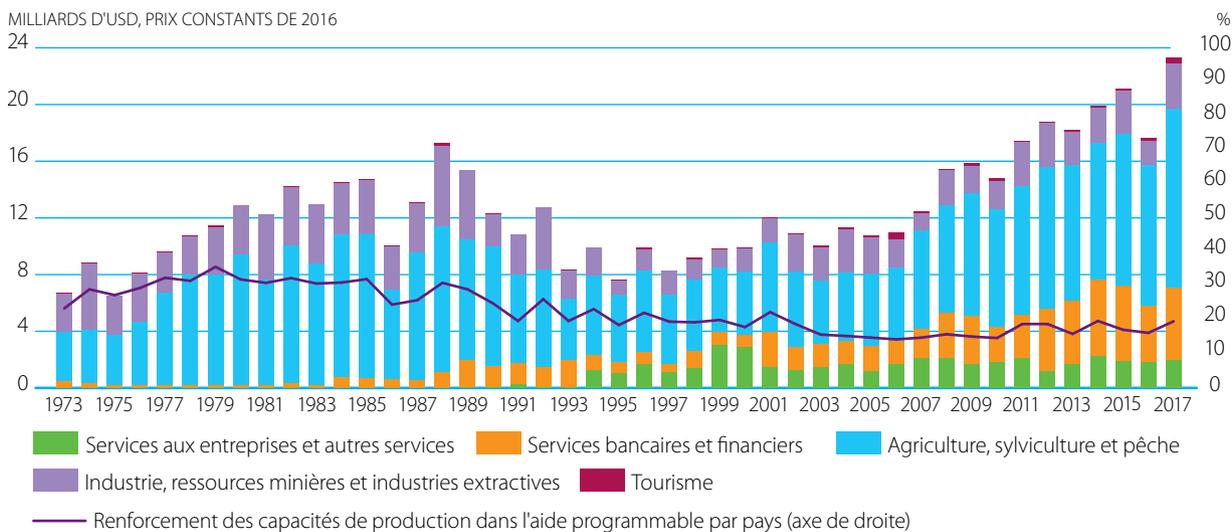
Grâce à l'Aide pour le commerce, de nouveaux marchés sont à la portée des femmes entrepreneurs. Mais à eux seuls, ces éléments ne suffiront pas. Un grand nombre de femmes sont désavantagées en raison de leur faible niveau d'instruction et de leurs connaissances limitées des réglementations et procédures relatives au commerce transfrontières. C'est pourquoi l'accès à l'éducation, aux connaissances et aux compétences est essentiel.

En 2030, j'espère voir des femmes financièrement autonomes, capables d'exploiter leur potentiel économique, ayant les mêmes droits que les hommes et bénéficiant de bonnes conditions de travail. Nous ne pourrons réaliser les ODD que si personne n'est laissé de côté, et cela comprend aussi les femmes. Nous sommes sur la bonne voie, mais nous devons unir nos forces pour dynamiser et améliorer notre action. Mettons-nous à l'œuvre!

Diversifier la production agricole

Une croissance de la productivité agricole est essentielle pour permettre à l'industrialisation de prendre son essor. Des études empiriques ont montré que la croissance du secteur agricole avait un lien de cause à effet avec la croissance des secteurs de l'industrie et des services. Ainsi, investir dans les nouvelles technologies agricoles permettra d'accroître la productivité agricole, moteur de la croissance dans les régions rurales. À mesure que s'opère cette transformation structurelle, la part de l'emploi et du revenu du secteur agricole commence à baisser (OCDE/OMC, 2013). L'agriculture jouant un rôle central dans les économies rurales en ce qu'elle est une source d'emplois et de revenu et contribue à la sécurité alimentaire, les donateurs manifestent un regain d'intérêt en faveur du soutien à ce secteur. La part d'APD ventilable par secteur pour l'agriculture a reculé, tombant de 25% dans les années 1970 à un maigre 5,8% en 2004. Elle est repartie à la hausse pour atteindre 8,5% en réaction aux crises alimentaires survenues en 2007 et 2008, et s'élève à présent à 10% (figure 2.11). Les investissements des donateurs visant à stimuler la productivité agricole contribuent plus efficacement à la réduction de la pauvreté et des inégalités lorsqu'ils ciblent spécifiquement les petits agriculteurs et l'agriculture à petite échelle. Il a été observé que les réformes agraires et la garantie des droits fonciers, le renforcement de l'infrastructure locale et des services publics, la consolidation des liens entre les zones urbaines et rurales et le soutien aux organisations agricoles étaient les instruments les plus efficaces à cet égard (IOB, 2018). Une grande partie des pays partenaires ayant répondu au questionnaire (34 répondants) et la majorité des donateurs (20 répondants) ont indiqué que l'agriculture était le secteur où la diversification économique avait le plus progressé grâce au soutien reçu au titre de l'Aide pour le commerce depuis 2006. En ce qui concerne l'avenir, les pays partenaires comme les donateurs estiment que l'agriculture sera le secteur dans lequel le soutien au titre de l'Aide pour le commerce sera le plus nécessaire.

Figure 2.11. Engagements au titre de l'APD pour le renforcement des capacités de production, 1973-2017



Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers OCDE-CAD

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933952938>

Au Sénégal, le chou est l'un des produits agricoles les plus importants. Or les expéditions de choux étaient souvent refusées aux frontières internationales en raison de la présence de résidus de pesticides toxiques. Un projet du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) d'un montant de 577 142 USD a aidé les producteurs locaux à accéder aux marchés en favorisant l'approvisionnement en intrants de qualité, en offrant une formation et un appui techniques en ce qui concerne les bonnes pratiques agricoles et en organisant des campagnes de commercialisation visant à promouvoir une production respectant les normes de sécurité sanitaire. Ce projet a permis d'accroître la productivité des agriculteurs, d'améliorer la qualité des choux et de rendre les prix plus compétitifs.

S'agissant des échanges, le volume des exportations est passé de 1 900 tonnes en 2008 à 6 000 tonnes en 2014. Le projet a aussi favorisé la diversification des marchés, les producteurs ayant gagné de nouvelles parts de marché en Mauritanie, au Mali, en Gambie et en Guinée-Bissau.

Le Canada soutient l'accroissement de la productivité dans le secteur agroalimentaire aux Philippines. Les résultats intermédiaires de cette aide sont notamment les suivants : augmentation des revenus des petits agriculteurs, en particulier des femmes, accroissement des investissements dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire, et réduction des coûts liés à la mise en conformité et aux transactions. L'Australie a aidé 4 121 petits agriculteurs au Cambodge à avoir accès à l'irrigation, ce qui a permis d'accroître la production de riz de 28 769 tonnes et de faire évoluer les comportements sociaux à l'égard des femmes occupant des postes de responsabilité dans les communautés agricoles d'usagers de l'eau. La France a financé un projet en Haïti pour développer les chaînes de valeur agricoles, rendre le secteur du vétiver durable, diversifier les revenus des producteurs et renforcer les capacités des parties prenantes dans le domaine de la gestion de l'eau. L'Irlande développe des partenariats entre son secteur agroalimentaire et des entreprises africaines pour soutenir la croissance durable de l'industrie alimentaire locale, développer des marchés pour les produits locaux et appuyer le commerce mutuel. Le Taipei chinois fournit des semences de bambou à des entreprises au Nicaragua pour encourager la production de bambou et des équipements et machines pour la transformation du bambou afin d'accroître la productivité.

Tableau 2.5. Vues sur le rôle de l'agriculture

"Le soutien apporté au titre de l'Aide pour le commerce aux produits de la pêche et de l'agriculture renforce les liens au sein des chaînes de valeur nationales et mondiales dans les secteurs de production clés." – Kiribati

"Pour redynamiser les exportations de bananes, 2 variétés améliorées ont été introduites au Samoa en 2016, avec le soutien de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Groupe de la Banque mondiale. À ce jour, 2 550 caisses ont été exportées en Nouvelle-Zélande, mais il reste difficile de maintenir les plantations de bananes exempts de pesticides et de gérer les risques liés aux catastrophes naturelles." – Samoa

"Le projet de traçabilité de la filière du miel aide les petits producteurs à exporter vers l'Europe." – Guatemala

"Le soutien accordé par l'UE pour la traçabilité dans le secteur du bois et la production de café a contribué à une hausse de la diversification des exportations dans le pays." – République démocratique du Congo

"Le soutien au secteur agricole a favorisé la production de miel et de quelques autres produits agricoles." – Yémen

"L'assistance fournie par le CIR, la Banque mondiale et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a permis d'améliorer la productivité agricole, plus particulièrement dans la production de fruits et de légumes." – Lesotho

"L'intervention du CIR dans le secteur de la noix de cajou a entraîné une forte hausse du revenu de plus de 10 000 personnes, dont 90% sont des femmes. De même, 6 679 employés des unités de transformation de la mangue, dont 80% sont des femmes, ont vu leurs revenus augmenter considérablement." – Burkina Faso

"À lui seul, le secteur de l'agriculture, aussi développé qu'il soit, ne peut garantir le développement économique de la Guinée. L'industrie, la pêche et la sylviculture ont aussi un rôle important à jouer." – Guinée

"Le tissu industriel n'en est qu'à un stade embryonnaire, malgré les nombreuses ressources agricoles et forestières. Ces ressources sont généralement vendues ou exportées sans être transformées." – République centrafricaine

"C'est dans le domaine du respect des normes SPS que le soutien au titre de l'Aide pour le commerce en faveur de la diversification économique sera le plus nécessaire." – Saint-Kitts-et-Nevis

Source : Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC (2019).

Développer un secteur privé dynamique

Il est essentiel de diversifier l'économie pour créer un nombre suffisant d'emplois pour les hommes et les femmes, en particulier les populations rurales pauvres et les jeunes qui entrent dans la vie active. Le secteur de l'agriculture ne peut à lui seul fournir ces emplois. En outre, l'augmentation de la productivité dans l'agriculture entraîne une baisse du besoin de main-d'œuvre, c'est pourquoi il est nécessaire de créer des possibilités d'emplois productifs en développant le secteur des entreprises, dans l'industrie comme dans les services. Les stratégies et programmes de développement du secteur privé de la plupart des donateurs visent à promouvoir une croissance inclusive et durable. Dans les années 1970, les donateurs ont offert un soutien direct d'un montant d'environ 3 milliards d'USD à l'industrie et aux activités extractives. Cela équivalait à plus de 50% du total du soutien au renforcement des capacités de production. Même si le volume a continué de fluctuer entre 2 et 3 milliards d'USD, la part est tombée à environ 15% ces dernières années (figure 2.11).

Tableau 2.6. Vues sur le rôle du développement du secteur privé

"S'agissant de la diversification économique, il y a un important potentiel de développement des services." – Samoa

La **Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)** cible les jeunes dans ses interventions visant à développer le secteur privé en soutenant les services d'incubation d'entreprises et l'accès au financement pour les jeunes entrepreneurs et en appliquant une approche fondée sur le travail pour les projets d'infrastructure afin de promouvoir l'innovation et les inventions des jeunes.

Le **Luxembourg** renforce les systèmes de formation professionnelle et l'artisanat, en particulier en ce qui concerne les emplois dans les TIC et les emplois verts, en les alignant sur les besoins du marché du travail.

Le **Danemark** soutient le secteur privé au Ghana par l'intermédiaire d'un fonds de promotion des entreprises qui aide à diversifier les échanges et à intégrer l'économie dans le système commercial multilatéral. Les initiatives concernent notamment les licences commerciales et l'inscription au registre du commerce, des examens pour le tarif extérieur commun de la CEDEAO, la réduction des coûts de l'activité commerciale aux ports, la contrefaçon et le commerce illicite, et la ratification de l'Accord sur la facilitation des échanges.

La nouvelle stratégie de la **Suisse** pour le secteur privé a été adaptée et comprend davantage de mesures visant spécifiquement à améliorer les conditions de vie des groupes de population pauvres grâce à l'accès aux services de financement et aux technologies.

En 2018, la **Suède** a aidé 600 PME à Moldova à adopter les nouvelles technologies, à améliorer la qualité de leurs produits, à investir dans la formation de la main-d'œuvre, à garantir de meilleures conditions de travail, à augmenter les salaires et à développer leurs compétences commerciales afin qu'elles puissent tirer pleinement parti de l'accord de libre-échange complet conclu avec l'Union européenne.

La **Lituanie** a mis en œuvre un projet de renforcement des capacités des PME ukrainiennes en matière de commerce international en partageant son expérience dans ce domaine.

Source : Exercice de suivi OCDE-OMC (2019).

Créer un cadre propice à l'activité commerciale

Au cours des 20 dernières années, les donateurs ont progressivement axé l'assistance technique accordée aux pays en développement sur la manière de créer des conditions propices à l'activité des entreprises et de renforcer l'inclusion des entreprises. Alors que ce type de soutien a connu des débuts timides au milieu des années 1990, s'élevant au total à environ 1 milliard d'USD, il avait presque été multiplié par trois à la fin du siècle dernier. Il représente aujourd'hui 2 milliards d'USD, soit 8,5% du soutien total accordé au renforcement des capacités de production (figure 2.11). Les stratégies de développement du secteur privé des différents organismes de développement partagent de nombreux points communs. Toutes préconisent de réformer les conditions de l'activité des entreprises en réduisant la charge que représente la mise en conformité afin de permettre aux entreprises de créer des possibilités d'emploi pour les

Tableau 2.7. Vues sur le rôle d'un cadre propice à l'activité commerciale

Une capacité institutionnelle solide est essentielle pour pérenniser le soutien des donateurs à la diversification économique.

– **Lesotho**

La volonté politique de créer un environnement favorable est un des facteurs de réussite de l'Aide pour le commerce. – **Kiribati**

Le renforcement des capacités institutionnelles et humaines peut avoir une incidence positive sur l'investissement intérieur et étranger dans le développement de la production et de la productivité, la promotion des exportations et le développement des chaînes de valeur. – **Népal**

Le développement des PME peut passer par l'amélioration des conditions de l'activité des entreprises, le renforcement de leurs capacités et le développement d'une culture de l'entrepreneuriat et de l'innovation chez les femmes et les jeunes.

– **Côte d'Ivoire**

Il est important de soutenir les capacités et la coordination au niveau institutionnel à toutes les étapes des interventions en faveur de l'autonomisation économique des femmes. – **TradeMark East Africa**

*Le soutien apporté par l'**Estonie** est orienté vers le renforcement des capacités institutionnelles au niveau national.*

*Le **Luxembourg** soutient des pays partenaires en créant un environnement favorable à une participation accrue du secteur privé.*

*La **Fédération de Russie** assiste le Bélarus dans son accession à l'OMC en l'aidant à renforcer ses capacités nationales et institutionnelles et ses compétences.*

*L'**Union européenne** aide la Côte d'Ivoire à établir un tribunal d'arbitrage, à adapter ses réglementations nationales aux contextes juridiques internationaux, à élaborer une politique commerciale qui lui soit propre qui identifie clairement les secteurs prioritaires, et à simplifier et à rendre plus transparentes ses procédures douanières afin que le pays puisse tirer parti du nouvel accord de partenariat économique et de ses préférences sur le marché de l'UE.*

Source : Exercice de suivi OCDE-OMC (2019).

personnes pauvres. Par exemple, les États-Unis soutiennent le Viet Nam à hauteur de 42 millions d'USD dans le cadre de leur Stratégie de coopération au développement par pays dans le but de renforcer le cadre juridique et réglementaire du Viet Nam afin de promouvoir l'investissement et la croissance économique, et d'accroître les revenus. Cette aide vise à la fois à favoriser un processus d'élaboration des politiques publiques plus transparent et participatif, à créer des possibilités économiques, en particulier pour les populations sous-représentées et désavantagées, et à faire progresser l'autonomisation des femmes (Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), 2018).

Garantir un accès au financement

Le manque de financement représente un obstacle tant pour la diversification de l'économie que pour l'autonomisation des personnes pauvres. Malgré les améliorations survenues ces dix dernières années, les systèmes financiers de nombreux pays en développement présentent toujours des lacunes et des dysfonctionnements, ce qui a des effets néfastes sur les conditions de l'activité des entreprises à plusieurs niveaux. Il y a un manque d'instruments ou d'organismes adaptés aux besoins des entreprises locales, et les coûts du crédit sont souvent trop élevés faute de concurrence. Cela empêche les entreprises d'obtenir des prêts à moyen et long termes, tandis que la majorité de la population n'a pas accès aux services financiers formels de base (Buera, 2011). Tout en reconnaissant l'importance que revêt l'existence d'un environnement propice et d'organismes sur lesquels s'appuyer, certains donateurs considèrent qu'une intervention directe pourrait avoir des effets bénéfiques pour autant que les précautions nécessaires soient prises pour éviter une distorsion du marché. Les partenariats public-privé peuvent permettre aux donateurs et à leurs institutions financières de développement de participer directement au financement d'une activité ou à une structure de garantie pour celle-ci. Les donateurs et les institutions servent alors de catalyseurs pour attirer le financement privé. On considère que c'est là un moyen efficace

Tableau 2.8. Vues sur l'amélioration de l'accès au financement

"L'Aide pour le commerce peut avoir un effet positif sur l'accès au financement pour les PME." – Angola

"L'accent devrait être mis sur l'accès au financement pour les femmes entrepreneurs à des taux attractifs et à des conditions moins strictes." – Madagascar

"L'accès au financement fait partie des facteurs de réussite de l'Aide pour le commerce." – Iraq

"Le soutien devrait être davantage axé sur la promotion de l'accès au financement." – Togo

"Les domaines prioritaires dans lesquels nous aurons besoin d'un financement sont les subventions directes aux producteurs, les fonds de garantie et les fonds de participation pour garantir l'accès au financement." – Guinée

"L'Aide pour le commerce peut contribuer à l'autonomisation économique des femmes de plusieurs manières, notamment via des programmes aidant les femmes à accéder au financement du commerce." – Kiribati

"L'Union européenne soutient, par l'intermédiaire de la Banque asiatique de développement, l'accès au financement des MPME au Samoa, aux Tonga, au Vanuatu et aux Îles Salomon."

"La BERD soutient les initiatives de financement portant sur un volume important et de longues durées. Cela comprend le financement du commerce Sud-Sud, en pleine expansion, et le commerce intrarégional avec Chypre, la Grèce et la Turquie."

Le Canada fournit des services de crédit et des services financiers aux populations pour lesquelles l'accès à ces services est insuffisant au Panama, en Tanzanie, en Tunisie et en Zambie.

L'Autriche offre un financement sous forme de prêts et de participation au capital social aux organismes des pays partenaires qui sont entièrement dédiés aux PME gérées par des femmes.

Source : Exercice de suivi OCDE-OMC (2019).

de maximiser l'effet multiplicateur de l'APD. Le soutien des donateurs aux services bancaires et financiers s'élevait à environ 1,5 milliard d'USD jusqu'à la crise financière de 2007-2008. Après l'épuisement des crédits, les donateurs sont intervenus et ont multiplié par deux leur soutien en 2009. L'aide a continué d'augmenter et a atteint 5 milliards d'USD en 2017. Aujourd'hui, près de 22% du soutien total accordé au renforcement des capacités de production est destiné aux services bancaires et financiers (figure 2.11).

Promouvoir un tourisme inclusif

Le tourisme est un important catalyseur de transformation structurelle dans plusieurs pays en développement. En raison du peu d'obstacles imposés à l'entrée de la main-d'œuvre et des faibles besoins en capital, le tourisme peut constituer un moyen alternatif de subsistance, en particulier dans les régions rurales. La croissance des services à forte intensité de main-d'œuvre associés au tourisme a permis de réaffecter l'excédent de main-d'œuvre du secteur agricole. Il est essentiel de créer des liens solides entre les secteurs pour mieux cerner les dépenses des touristes, un élément déterminant qui permet de transférer plus facilement les avantages économiques du secteur aux communautés locales. Un approvisionnement en intrants locaux peut créer des possibilités commerciales pour les fournisseurs locaux, ce qui, en amont, permet de créer des emplois et, en aval, de stimuler les marchés des produits ou services consommés par les touristes. Ainsi, les liens entre le tourisme et d'autres secteurs de production peuvent stimuler l'emploi et contribuer à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment parmi les femmes et les jeunes (OCDE/Organisation mondiale du tourisme (OMT)/OMC, 2013). Le soutien direct des donateurs au tourisme est relativement modeste : il s'élève à environ 180 millions d'USD en moyenne par an depuis 2006 (figure 2.11). La plupart des fonds sont utilisés pour des activités d'assistance technique visant à soutenir l'élaboration de stratégies de promotion d'un tourisme durable et

Tableau 2.9. Vues sur le rôle du tourisme

“Grâce au soutien des donateurs, les petites entreprises ont pu lancer leurs activités touristiques en ligne, ce qui montre que le tourisme est un secteur prometteur. Les communautés locales acquièrent de nouvelles connaissances, notamment en ce qui concerne la production de nourriture locale pour les touristes.” – Vanuatu

“Plusieurs mesures ont été prises pour redynamiser le secteur du tourisme: suppression des visas d’entrée, construction d’un nouvel aéroport, octroi de crédits hôteliers pour financer les hébergements pour touristes, création d’un statut fiscal spécial pour les entreprises touristiques installées dans la Casamance, établissement de régions touristiques intégrées et amélioration de l’hébergement, entre autres.” – Sénégal

“Les établissements touristiques ont fait l’objet d’un classement en étoiles pour attirer davantage de touristes. De plus, le système d’inscription au registre du commerce a été automatisé pour améliorer la facilité de faire des affaires dans le pays.” – Lesotho

“Dans le secteur des voyages et du tourisme, l’indice d’ouverture sur les visas en Afrique a encouragé la réforme des politiques de visas pour les voyages intra-africains.” – Banque africaine de développement

“Les indicateurs ou cibles relatifs à l’autonomisation économique pour le secteur du tourisme comprennent l’amélioration de l’accès au crédit pour les petits entrepreneurs, l’établissement d’un fonds en faveur de l’autonomisation des petites entreprises touristiques et l’octroi d’incitations pour le développement des petites entreprises dans le tourisme.” – Saint-Kitts-et-Nevis

“Grâce au projet relatif à la compétitivité à Moldova, le secteur du tourisme a connu une hausse de 20% en 2017.” – Suède

“La Suisse finance, par l’intermédiaire du Groupe interinstitutions des Nations Unies sur le commerce, un projet visant à améliorer les moyens de subsistance en Tanzanie en favorisant l’adoption des critères régissant le tourisme responsable. Ce projet établit des liens en amont avec les secteurs locaux (principalement le secteur agroalimentaire) et promeut un tourisme responsable et un dialogue public-privé. Il fait partie du volet relatif au tourisme du Programme de développement du commerce du gouvernement.” – Suisse

“Certains pays dépendent d’un seul secteur pour leurs exportations; ces secteurs auront à l’avenir probablement besoin d’un soutien pour se diversifier. C’est notamment le cas, dans la région du Pacifique, des secteurs de l’extraction de pétrole, du tourisme et de la pêche.” – Nouvelle-Zélande

Source : Exercice de suivi OCDE-OMC (2019).

à renforcer les liens en amont et en aval avec l’économie locale. Seize pays partenaires ayant répondu au questionnaire et 10 donateurs ont indiqué que le secteur des voyages et du tourisme était celui dans lequel l’Aide pour le commerce avait eu le plus d’effets. Quarante-huit pays partenaires et 10 donateurs estimaient qu’il était nécessaire de soutenir le secteur du tourisme au titre de l’Aide pour le commerce pour parvenir à une diversification de l’économie.

Développement du commerce

Selon le marqueur du développement du commerce, les décaissements effectués en 2017 équivalaient à 5,5 milliards d’USD, alors que les engagements étaient de 7,9 milliards d’USD. Ce marqueur a été introduit pour identifier les activités de la catégorie renforcement des capacités de production qui contribuent “principalement” ou “de façon significative” à l’essor du commerce. En 2017, 31% du soutien total au secteur privé rentraient dans cette catégorie. Les activités étaient concentrées dans les secteurs des services fournis aux entreprises, de l’agriculture et de l’industrie, qui représentaient à eux trois plus de 75% du total des marqueurs du développement du commerce.

Tableau 2.10. Vues sur le développement du commerce

“La politique de développement de la Finlande s’articule autour de 4 domaines de priorité. L’un deux concerne le soutien au développement et à la diversification des économies des pays en développement. Cela comprend notamment le développement du commerce, la facilitation des échanges, les chaînes de valeur, les capacités de négociation en matière de politique commerciale.” – Finlande

“Le développement du commerce (services annexes fournis aux entreprises et services bancaires et financiers) et le soutien juridique aux MPME sont les 2 principaux piliers de l’autonomisation économique des MPME.” – Portugal

“Le Centre pour le commerce et l’investissement en Afrique de l’Est de l’USAID vise à stimuler le commerce et l’investissement avec l’Afrique de l’Est et au sein de cette région. Pour ce faire, il promeut le commerce bilatéral avec les États-Unis dans le cadre de la Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l’Afrique, facilite l’investissement, renforce l’intégration régionale et accroît la compétitivité de certaines chaînes de valeur agricoles.” – États-Unis

“Le Programme de soutien au commerce en Angola vise à renforcer les capacités locales pour diversifier l’économie et négocier et mettre en œuvre les accords commerciaux régionaux et multilatéraux, en mettant l’accent sur le Protocole de la Communauté de développement de l’Afrique australe (SADC) sur le commerce et la participation de l’Angola à la zone de libre-échange de la SADC.” – Union européenne

Source : Exercice de suivi OCDE-OMC (2019).

RENFORCEMENT DE L’INFRASTRUCTURE LIÉE AU COMMERCE

La faiblesse des infrastructures reste un problème majeur dans les pays en développement, malgré les investissements importants réalisés par le passé. En accroissant la productivité de la main-d’œuvre et en diminuant les coûts de transaction et de production, l’infrastructure économique (transport, énergie et TIC) encourage l’activité économique et, par là même, contribue à la diversification de l’économie. Les investissements dans les infrastructures, s’ils sont suffisamment ciblés, peuvent aussi contribuer à l’autonomisation. Par exemple, l’amélioration de l’infrastructure de transport et de communication encourage la mobilité de la main-d’œuvre dans les régions rurales. L’inadéquation de l’infrastructure a été citée comme le premier obstacle à la réussite de l’Aide pour le commerce en ce qui concerne la promotion de la diversification économique dans les PMA, 23 répondants ayant dit avoir des difficultés dans ce domaine. Il s’agit également du principal problème entravant le succès de l’Aide pour le commerce dans les pays en développement sans littoral. En outre, 15 donateurs ont classé ce problème au troisième rang de leurs défis principaux.

Améliorer les infrastructures de transport

Les infrastructures de transport ont des effets sur la rentabilité, les niveaux de production, de revenu et d’emploi, en particulier pour les petites et moyennes entreprises, et les coûts du commerce, qui déterminent la compétitivité au niveau international. L’amélioration des transports engendrera une hausse de la rentabilité économique de la main-d’œuvre en réduisant le temps consacré par les travailleurs à des activités non productives. Pour la même raison, le manque d’accès abordable à une infrastructure adéquate est un facteur déterminant de la nature et de la persistance de la pauvreté. Ainsi, grâce aux investissements réalisés dans les infrastructures de transport, il est possible de passer d’une croissance non génératrice d’emplois à une croissance à forte intensité de main-d’œuvre (Calderón, 2004). Au vu de ces retombées positives manifestes, les donateurs ont investi massivement pour aider les pays en développement à étendre et à améliorer leurs infrastructures de transport. En 2017, le soutien au secteur des transports et de l’entreposage s’élevait à 17,7 milliards d’USD, soit une augmentation de 10 milliards d’USD depuis le lancement de l’Initiative Aide pour le commerce (figure 2.12).

Tableau 2.11. Vues sur les infrastructures liées au commerce

“La faiblesse des infrastructures peut limiter l’efficacité du soutien reçu au titre de l’Aide pour le commerce.” – **Libéria**

“Le soutien aux infrastructures liées au commerce améliore les liens au sein des chaînes de valeur dans des secteurs productifs majeurs, ce qui engendre une hausse des exportations, de l’emploi, du revenu et des moyens de subsistance.” – **Kiribati**

“Notre pays accuse un retard important en ce qui concerne l’industrialisation et le développement des infrastructures de base.” – **République démocratique du Congo**

“Les besoins en matière d’infrastructure liée au commerce sont extrêmement larges et les ressources sont très limitées.” – **Vanuatu**

“Nous apprécierions grandement de recevoir un soutien pour le développement d’infrastructures liées au commerce.” – **Népal**

“Les infrastructures de réseau et de transport limitent la capacité des personnes de se lancer dans d’autres domaines du développement.” – **Papouasie-Nouvelle-Guinée**

“Nous redonnons vie à la route de la soie en établissant un couloir de transport entre l’Europe occidentale et l’ouest de la Chine.” – **Kazakhstan**

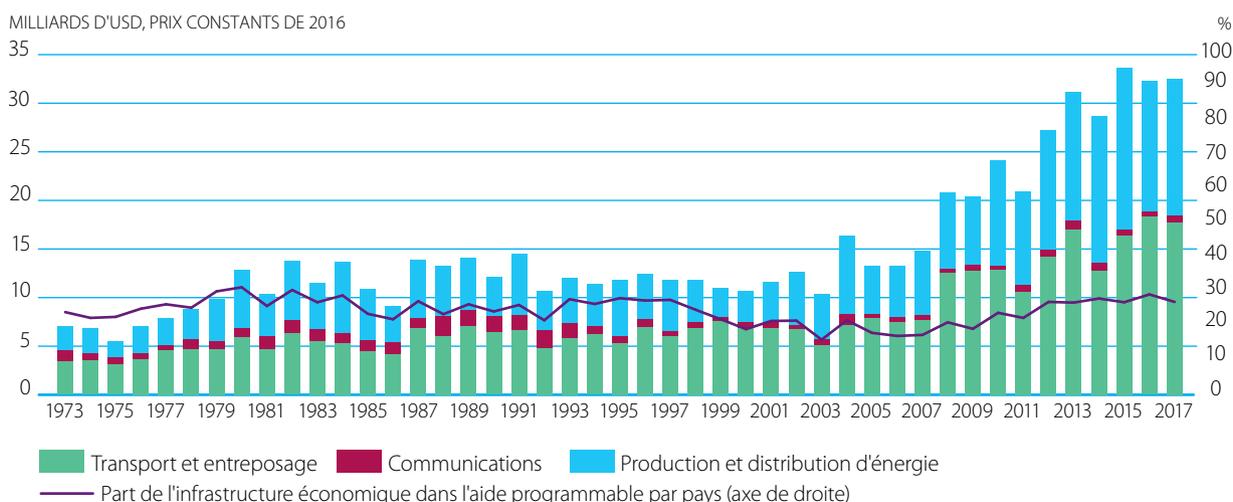
“Un nouvel investissement d’un montant allant jusqu’à 500 millions de GBP permettra de construire des infrastructures essentielles, qui créeront de nouvelles possibilités dans des endroits où les entreprises ne pouvaient pas auparavant exercer leurs activités.” – **Royaume-Uni**

“Dans le contexte de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l’Afrique, les investissements du Japon en Afrique, d’un montant d’environ 30 milliards d’USD sous forme d’un partenariat public-privé, se concentrent, entre autres, sur le développement d’une infrastructure qualité.” – **Japon**

“La Banque mondiale héberge le secrétariat de l’Alliance mondiale pour la connectivité des infrastructures, une initiative lancée par le G-20 en 2016 visant à combler le manque de ressources disponibles en lien avec la connectivité des infrastructures. Cette initiative promeut la coopération, l’échange de connaissance et la réalisation de progrès véritables dans l’interconnectivité à l’échelle mondiale.” – **Banque mondiale**

Source : Exercice de suivi OCDE-OMC (2019).

Figure 2.12. Engagements au titre de l’APD pour des infrastructures liées au commerce



Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers OCDE-CAD.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933952957>

L'initiative Ceinture et route vise à renforcer l'intégration économique entre les pays de la région eurasiatique. Elle comprend un certain nombre de couloirs : la "ceinture" relie la Chine à l'Europe en passant par l'Asie centrale et l'Asie du Sud, tandis que la "route" connecte la Chine à l'Asie du Sud-Est, à la région du Golfe, à l'Afrique de l'Est et du Nord et à l'Europe. Le projet requiert de lourds investissements : 8 000 milliards d'USD sur la seule période 2010-2020, selon les estimations. Le gouvernement chinois a annoncé plusieurs engagements, y compris la création du Fonds de la route de la soie de 40 milliards d'USD pour des projets en Asie centrale (Lehmacher et Padilla, 2015). Selon Baniya (2019), cette initiative entraîne une hausse des flux commerciaux des pays participants allant jusqu'à 4,1%. Ces effets pourraient être multipliés par trois en moyenne si l'amélioration de l'infrastructure des transports était accompagnée de réformes commerciales. Les gains commerciaux sont plus élevés pour les produits requérant des intrants sensibles au facteur temps et pour les pays qui sont très exposés aux nouvelles infrastructures et intégrés dans les chaînes de valeur mondiales. Plusieurs pays partenaires ayant répondu, dont le Venezuela, les Tonga, le Cambodge et le Kazakhstan, ont indiqué que le Fonds de la Route de la Soie était une source importante de financement pour la diversification de l'économie.

Un autre projet en lien avec les infrastructures de transport concerne le développement du port de Thilawa et de ses installations logistiques, et l'établissement d'une zone économique spéciale au Myanmar. Le Japon soutient ce projet à hauteur de 339 millions d'USD sous forme de prêts à des conditions libérales. L'évaluation d'un projet similaire en Indonésie réalisée *a posteriori* a mis en évidence la nécessité qu'il y avait de construire des infrastructures routières en périphérie parallèlement aux installations portuaires. Le Japon applique une approche intégrée de soutien aux infrastructures liées au commerce similaire au Viet Nam : il a récemment annoncé qu'il fournirait à ce pays une aide de 95 millions d'USD sous forme de prêts à des conditions libérales en vue de développer un port en eau profonde près de Haiphong et de soutenir la construction de routes à l'intérieur des terres et de ponts (exercice de suivi OCDE-OMC 2017, cas d'expérience n° 161).

Garantir un approvisionnement fiable en électricité

Selon l'OCDE (2013), l'électricité constitue un obstacle plus grand encore que les infrastructures routières ou aériennes. Ce n'est pas tant l'accès à l'électricité qui pose problème, mais sa fiabilité. Ces conclusions sont confirmées par les entreprises des pays en développement qui ont indiqué que le manque de fiabilité du réseau électrique était un problème majeur pour elles. En effet, les producteurs peuvent remédier au manque d'électricité en utilisant des générateurs, une pratique largement répandue. Cependant, l'utilisation de telles installations engendre des coûts considérables : le coût marginal de l'électricité produite par des générateurs est bien plus élevé que l'électricité provenant du réseau, et le coût d'équipement d'un générateur s'ajoute au coût total des machines et appareils. Greenstone (2014) souligne qu'un accès plus large à un réseau d'énergie fiable transforme les vies et les économies de nombreuses manières, notamment en créant des revenus, en favorisant la diversification économique, la substitution du travail par un capital améliorant la productivité et la création de petites entreprises, en permettant aux ménages (en particulier aux femmes) d'affecter davantage de temps à l'amélioration de leur niveau d'instruction plutôt qu'à la fourniture d'énergie, et en favorisant l'accès à des marchés beaucoup plus vastes en raison de la diminution des coûts de transport et de communication.

Le soutien accordé par les donateurs à la production et à la distribution d'énergie a atteint 14,1 milliards d'USD en 2017, contre 9 milliards d'USD en 2016. La part moyenne de l'aide octroyée au secteur de l'énergie dans l'aide programmable par pays était de 12% au cours des trois dernières années (figure 2.13). Par exemple, la France a accordé, avec la Banque africaine de développement et la Banque européenne d'investissements, un prêt de 60 millions d'euros pour la construction d'une ligne à haute tension entre Nairobi et Mombasa. Le projet améliore l'accès à un approvisionnement en électricité ayant un bon rapport coût-efficacité et à un réseau fiable, ce qui entraîne une diminution des pertes techniques et des coûts environnementaux.

Tableau 2.12. Vues sur le rôle de l'énergie

"Le secteur de l'énergie a reçu un soutien considérable qui a favorisé la connexion des entreprises et du commerce et a promu le rôle du Kazakhstan en tant que route commerciale entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud." – Kazakhstan

"L'amélioration de la situation énergétique a contribué de manière significative à la reprise des activités du secteur secondaire." – Sénégal

"Le soutien au secteur de l'énergie a aussi conduit à des investissements de la part du secteur privé." – Gambie

"L'électrification de la Guinée doit aussi être prise en compte pour garantir le développement économique du pays." – Guinée

Source : Exercice de suivi OCDE-OMC (2019).

Vingt-sept pays partenaires ayant répondu ont indiqué dans leur stratégie de développement nationale ou régionale que les prix et le manque de fiabilité de l'électricité représentaient un obstacle à la diversification de l'économie. Vingt-trois pays, dont 9 PMA, ont confirmé recevoir un financement au titre de l'Aide pour le commerce dans le domaine de la production et de la distribution d'énergie. En outre, 19 pays ont signalé que ce soutien avait produit des résultats. De même, 12 donateurs ont indiqué fournir une aide à la production et à la distribution d'électricité, et 10 ont confirmé que cela avait des effets sur la diversification de l'économie. En ce qui concerne l'avenir, 44 pays partenaires, dont 26 PMA, ont souligné la nécessité d'affecter davantage de fonds à ce secteur au titre de l'Aide pour le commerce.

Soutenir les technologies de l'information et de la communication

Le rapport conjoint OCDE-OMC Panorama de l'Aide pour le commerce 2017 a abordé en détail comment les TIC aidaient les entreprises à devenir plus productives, les particuliers à trouver de meilleures possibilités d'emploi et les gouvernements à offrir de meilleurs services. Le rapport a souligné que les TIC diminuaient les coûts des transactions économiques et sociales pour les entreprises, les particuliers et le secteur public. Ces technologies favorisent l'innovation et accroissent l'efficacité en rendant les activités et les services existants moins coûteux, plus rapides et plus pratiques. Elles améliorent également l'inclusion, en permettant à certains d'accéder à des services auxquels ils n'avaient auparavant pas accès. Les donateurs aident à encourager l'investissement privé nécessaire pour combler la fracture numérique en offrant aux pays en développement une assistance technique et des mécanismes d'atténuation des risques pour attirer les fonds privés.

Les engagements au titre de l'Aide pour le commerce en faveur de projets relatifs aux TIC s'élevaient à 700 millions d'USD en 2017 (figure 2.11). La plupart de ces engagements prennent la forme d'une assistance technique en faveur d'une réforme de la réglementation. Une fois que le cadre réglementaire est en place, le secteur privé est disposé à investir dans l'infrastructure matérielle des TIC. Les donateurs ont également indiqué que ce domaine suscitait une demande croissante. On peut par exemple citer l'initiative Connect Africa, qui comprend la connectivité internationale par fibre optique, les initiatives nationales de réseau dorsal, les politiques et les réglementations, et les applications électroniques (Exercice 2017 de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC, cas d'expérience du secteur public n° 16). Plus de la moitié des pays partenaires ayant répondu ont dit que l'inadéquation des infrastructures de réseau représentait un obstacle à la diversification économique, ce qui est également ressorti de leurs stratégies de développement nationales ou régionales. La moitié des donateurs considéraient cette question comme un des principaux domaines cibles de leurs stratégies d'Aide pour le commerce. Près de deux tiers d'entre eux considéraient que leur soutien dans ce domaine pourrait grandement contribuer à l'autonomisation économique des jeunes, un avis que partageaient 50 pays partenaires.

Tableau 2.13. Vues sur le rôle des TIC

“Une infrastructure de réseau appropriée doit être disponible et pleinement accessible pour soutenir la production et la fourniture de services, notamment le développement du commerce électronique et la facilitation des échanges.” – Samoa

“À l’avenir, le soutien à la diversification économique pourrait concerner les infrastructures de réseau et les transports transfrontières, les services, l’agriculture et l’industrie.” – Gabon

“Le Luxembourg aidera les pays partenaires à promouvoir des solutions dans le domaine des TIC et des données fiables pour favoriser une croissance et un développement innovants et inclusifs.” – Luxembourg

“L’Aide pour le commerce devrait soutenir le secteur des TIC en tirant parti des technologies numériques pour simplifier et réduire les coûts des procédures transnationales de certification et de traitement des documents pour les MPME.” – Irlande – Nouvelle-Zélande

“Pour que les PME trouvent des partenaires commerciaux, il est très important de diffuser des renseignements sur Internet et de créer différentes plates-formes en ligne permettant aux exportateurs d’échanger des informations.” – Ukraine

“De nouvelles questions, telles que le commerce électronique, sont en train d’émerger et de prendre de l’importance.” – CEDEAO

“En raison des discussions récentes sur les conséquences du numérique et de l’automatisation pour la transformation structurelle et de l’augmentation des demandes à cet égard, nous accordons une plus grande attention à ces questions.” – Suède

“Le Taipei chinois accorde un prêt à Belize Telemedia Limited pour l’aider à financer son Plan national pour la large bande visant à remplacer son infrastructure d’accès fixe à Internet par un réseau à fibre optique dans le but d’améliorer la qualité des services d’Internet fixe et l’accès à ces services.” – Taipei chinois

Source : Exercice de suivi OCDE-OMC (2019).

Soutenir les politiques commerciales pour promouvoir la diversification économique

Les stratégies de diversification économique devraient être fondées sur des avantages comparatifs et des mesures tarifaires et non tarifaires structurées de manière à soutenir le processus. Par exemple, les droits de douane imposés aux intrants industriels intermédiaires pour lesquels il n’existe pas de capacité de production régionale étant particulièrement élevés, il est nécessaire de réduire les coûts du commerce autres que les droits de douane pour remédier aux contraintes du côté de l’offre entravant l’industrialisation (Commission économique pour l’Afrique (CEA-ONU), 2017). Depuis 2006, les donateurs se sont engagés à fournir 7 milliards d’USD pour aider les pays en développement à définir, à négocier et à mettre en œuvre des accords commerciaux. Par exemple, la Suède fournit une aide dans ce domaine au Trade Law Center (TRALAC), un organisme de renforcement des capacités situé en Afrique. En menant des consultations avec les parties prenantes, le TRALAC établit de manière proactive des liens avec la zone de libre-échange continentale africaine et a déterminé qu’il était nécessaire d’accroître les capacités dans le domaine du commerce des services et de faire progresser la réflexion sur le commerce des services aux fins du développement industriel des pays africains (exercice de suivi OCDE-OMC (2017), cas d’expérience n° 81).

Ajustement lié au commerce

Le soutien à l’ajustement lié au commerce est relativement faible, s’élevant à 230 millions d’USD en moyenne depuis le lancement de l’Initiative en 2006. Cela s’explique en partie par le fait que cette catégorie de soutien au titre de l’Aide pour le commerce est notifiée sous d’autres catégories. On peut prendre pour exemple le projet de développement du tourisme à Saint-Vincent-et-les Grenadines soutenu par le Fonds européen de développement à hauteur de 6,5 millions d’USD. Ce projet visait à améliorer la compétitivité du secteur touristique et à créer des possibilités d’emploi

pour les communautés rurales afin d'aider le pays à s'adapter à la baisse de la production et des exportations de bananes. Les évaluations périodiques ont montré qu'il avait permis d'augmenter les possibilités d'emploi, d'améliorer la qualité des produits touristiques du pays et de renforcer les liens entre le tourisme et d'autres secteurs économiques (Exercice de suivi OCDE-OMC (2011), cas d'expérience n° 264). Les efforts visant à garantir un cadre de facilitation des échanges efficace et compétitif devraient aussi continuer de recevoir une attention. Ils sont abordés plus avant dans le chapitre 6.

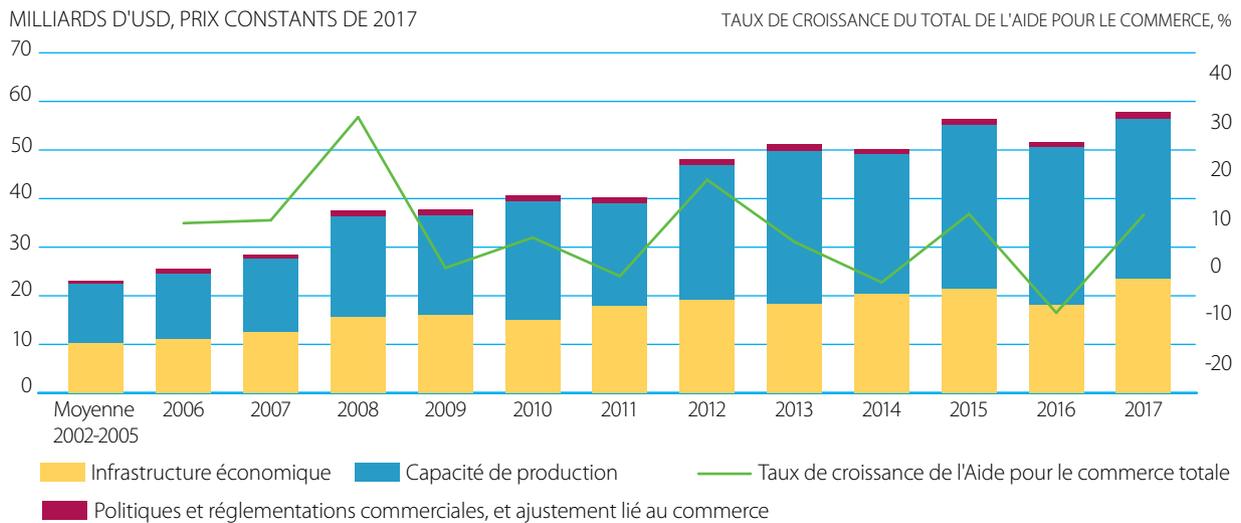
LE SOUTIEN EN 2017

Les engagements au titre de l'Aide pour le commerce sont des obligations fermes exprimées par écrit et appuyées par le financement nécessaire prises par un donateur public de fournir une aide déterminée à un pays bénéficiaire ou à une organisation multilatérale. En tant que tels, ils sont l'expression des priorités en cours du bénéficiaire et du donateur. Les engagements sont comptabilisés à hauteur du montant total du transfert prévu, quel que soit le délai requis pour effectuer les décaissements, qui peuvent prendre de nombreuses années dans certains cas. Le reste de cette section présente une analyse des engagements au titre de l'Aide pour le commerce jusqu'en 2017, dernière année pour laquelle des données détaillées sont disponibles. Elle met l'accent sur la répartition par secteur, région et groupe de revenu, et renseigne sur les donateurs et les modalités financières du soutien promis.

En 2017, les engagements au titre de l'Aide pour le commerce se sont élevés à 57,7 milliards d'USD, en hausse de 6,2 milliards d'USD en termes réels par rapport à 2016 et de 34,6 milliards d'USD par rapport à la moyenne de la période de référence 2002-2005. Les AASP liés au commerce ont diminué de 7 milliards d'USD en 2017, reculant à 60,1 milliards d'USD; malgré cela, ils restent plus de quatre fois plus élevés que la moyenne de la période de référence 2002-2005. Les engagements visant l'infrastructure économique ont atteint 32,8 milliards d'USD, soit une hausse de 143% par rapport à la moyenne de la période de référence 2002-2005. En 2017, l'aide en faveur de la production et de la distribution d'énergie s'est accrue de plus de 759 millions d'USD pour s'établir à 14,3 milliards d'USD. Les engagements visant le secteur de l'information et de la communication ont eux aussi connu une hausse de 167 millions d'USD, atteignant 749 millions d'USD. Le soutien au transport et à l'entreposage a quant à lui diminué de 514 millions d'USD, et s'élève à présent à 17,1 milliards d'USD. Les AASP destinés à l'infrastructure économique ont diminué de 15,2%, pour s'établir à 29,9 milliards d'USD. Cette baisse est en grande partie due à la réduction de l'aide accordée à la production et à la distribution d'énergie, qui a reculé de 6,7 milliards d'USD, tombant à 15,2 milliards d'USD en 2017 (figures 2.13 et 2.14).

D'un montant de 23,4 milliards d'USD, les engagements en faveur du renforcement des capacités de production ont augmenté de 5,3 milliards d'USD en termes réels par rapport à 2016. Comme les années précédentes, l'aide est allée pour l'essentiel à l'agriculture, qui a recueilli 10,6 milliards d'USD, soit 1,6 milliard d'USD de plus qu'en 2016. Le soutien en faveur des services bancaires et financiers et de l'industrie a augmenté de 1 milliard d'USD, et celui accordé à la pêche, de 465 millions d'USD. Le soutien au tourisme s'élève à 400 millions d'USD, soit une hausse de 50% par rapport à 2016. Le marqueur du développement du commerce a été introduit pour identifier les activités de la catégorie renforcement des capacités de production qui contribuent "principalement" ou "de façon significative" à l'essor du commerce. Le marqueur est passé de 2,6 milliards d'USD en 2006 à 8,1 milliards d'USD. Il couvre à présent près d'un quart du montant total octroyé au renforcement des capacités de production. Pour les deux tiers, ce soutien se concentre dans l'agriculture et les services aux entreprises.

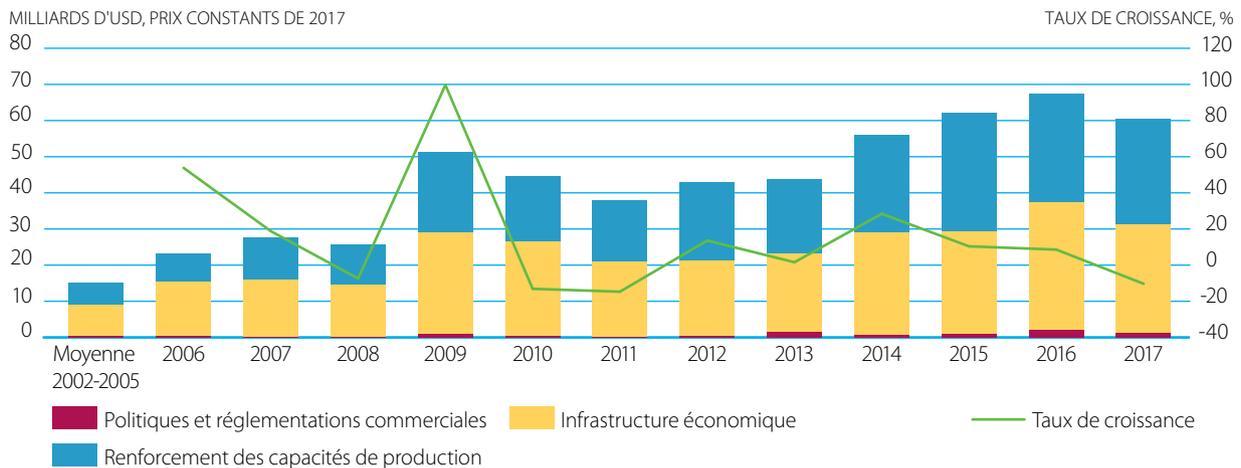
Figure 2.13. Engagements au titre de l'Aide pour le commerce, en milliards d'USD, en prix constants de 2017



Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers OCDE-CAD : activités d'aide (2018), DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/data-00061-en>, (consulté le 4 avril 2019).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933952976>

Figure 2.14. Engagements au titre des AASP liés au commerce, par catégorie, en milliards d'USD, en prix constants de 2017

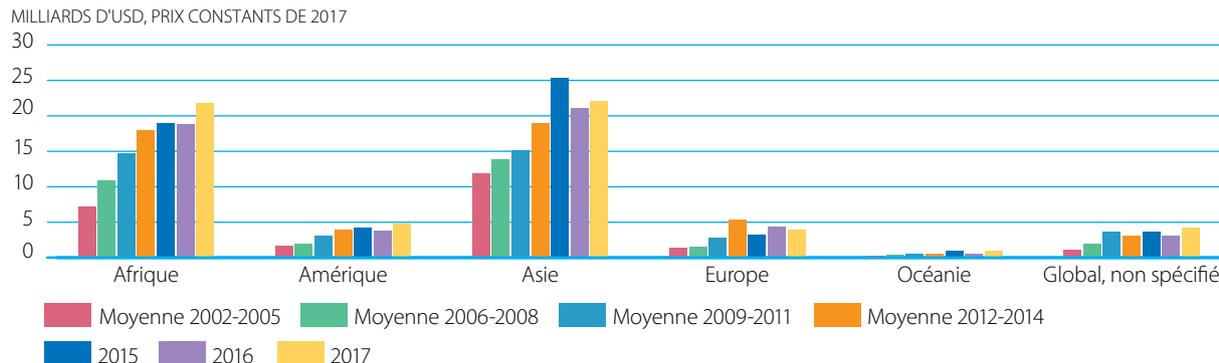


Base de données du Système de notification des pays créanciers OCDE-CAD : activités d'aide (2018), DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/data-00061-en>, (consulté le 4 avril 2019).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933952995>

L'Aide pour le commerce au sens le plus étroit de soutien à la politique et à la réglementation commerciales a attiré 1,4 milliard d'USD en 2017, soit 42% de plus qu'en 2016. La gestion de la politique commerciale et la facilitation des échanges ont bénéficié, respectivement, d'une progression de 224 millions d'USD et de 219 millions d'USD par rapport à leur niveau de 2016. L'aide accordée à l'éducation liée au commerce a enregistré une baisse de 11 millions d'USD. S'agissant des AASP liés au commerce, une baisse a été constatée tant en ce qui concerne la politique commerciale que le renforcement des capacités de production. Cette dernière catégorie a reculé de 30,1 milliards d'USD en 2016 à 29,2 milliards d'USD en 2017. Les autres apports en faveur de la politique commerciale s'élevaient à présent à 1,3 milliard d'USD, soit une baisse de 34%.

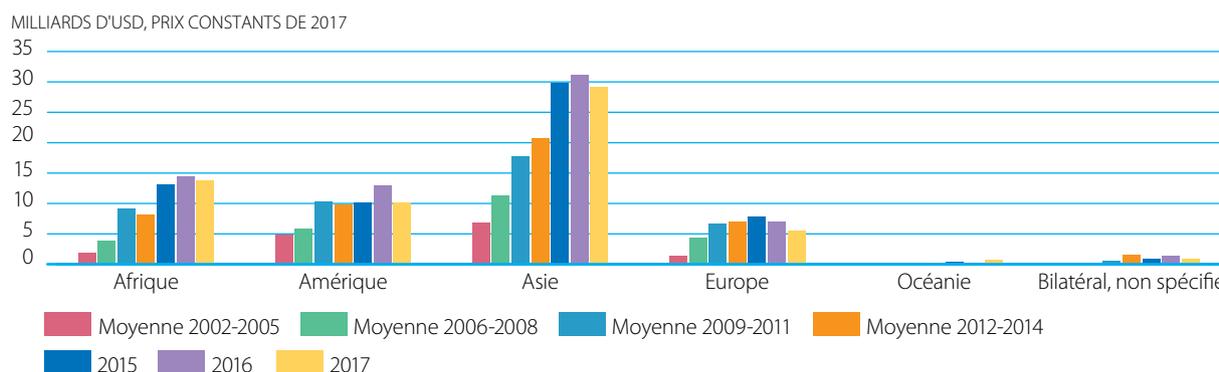
Figure 2.15. Engagements au titre de l'Aide pour le commerce, par région, en milliards d'USD, en prix constants de 2017



Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers OCDE-CAD: activités d'aide (2018), DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/data-00061-en>, (consulté le 4 avril 2019).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933953014>

Figure 2.16. Engagements au titre des AASP liés au commerce, par région, en milliards d'USD, en prix constants de 2017



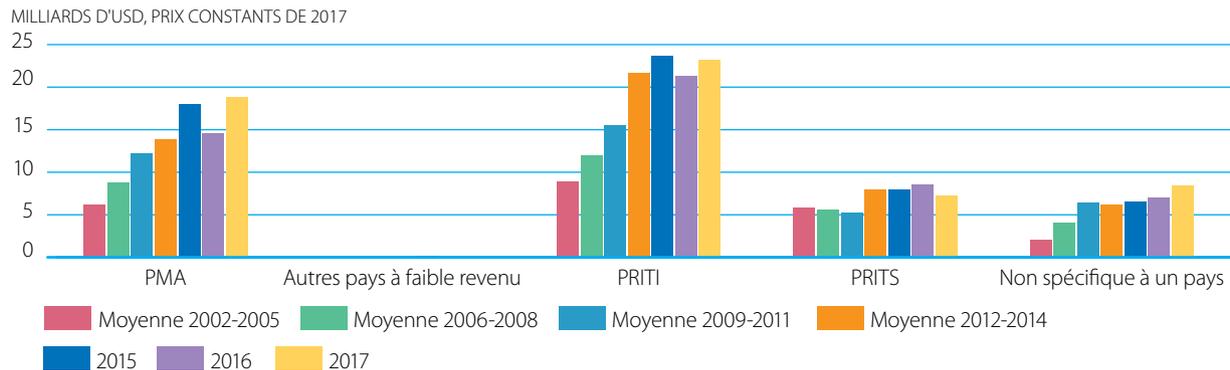
Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers OCDE-CAD: activités d'aide (2017), DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/data-00061-en>, (consulté le 4 avril 2019).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933953033>

En 2017, 38% du total des engagements au titre de l'Aide pour le commerce ont été affectés à l'Asie, pour un montant de 22,1 milliards d'USD, en hausse de 1 milliard d'USD par rapport à 2016. Il convient toutefois de noter que la part de l'Asie fluctue beaucoup d'une année sur l'autre, généralement en raison des engagements biennaux élevés du Japon et de la Banque asiatique de développement dans le domaine de l'infrastructure économique. Les engagements en faveur de l'Afrique, qui représentaient 36,6% du total, ont bondi, passant de 2,9 milliards d'USD en 2016 à 21,7 milliards d'USD. Il en va de même pour ceux en faveur de l'Amérique latine et de l'Océanie, qui ont connu une hausse, respectivement, de 940 millions d'USD et de 460 millions d'USD. Par contre, les engagements au profit de l'Europe ont reculé de 420 millions d'USD (figure 2.15). La majeure partie des AASP liés au commerce est allée aux pays à revenu intermédiaire d'Asie (48,3%), suivis de ceux d'Afrique (23%), d'Amérique latine et des Caraïbes (17%), d'Europe (9%) et d'Océanie (1,2%) (figure 2.16).

En 2017, un montant de 5,9 milliards d'USD a été alloué aux programmes régionaux et mondiaux d'Aide pour le commerce. Ce chiffre est près de trois fois supérieur à la moyenne de la période de référence 2002-2005. L'Aide pour le commerce au niveau régional offre un fort potentiel de catalyseur de la croissance, du développement et de la réduction de la pauvreté, mais les projets peinent souvent à se concrétiser. Cette aide se heurte à de nombreuses difficultés pratiques, mais l'expérience a montré que les problèmes rencontrés n'étaient pas insurmontables et exigeaient de la part des responsables politiques une planification rigoureuse ainsi qu'une formulation attentives des projets assortis de degrés de priorité (OCDE, 2014).

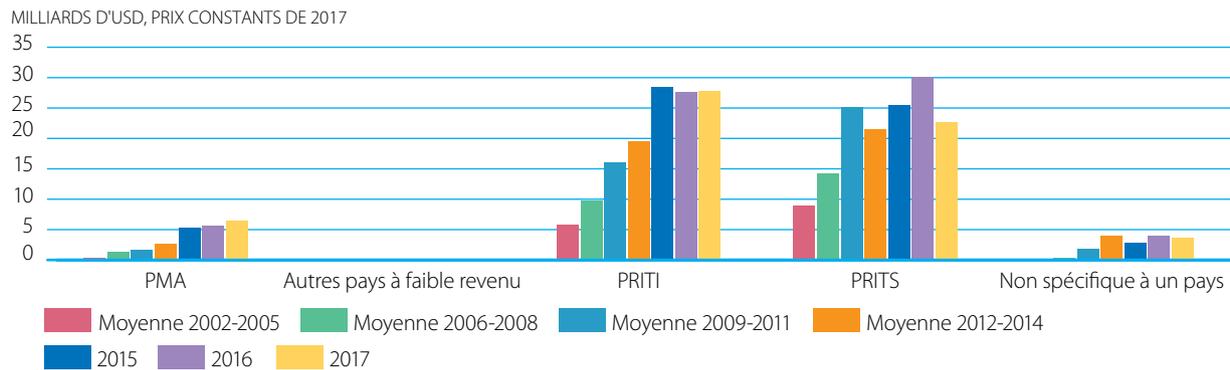
Figure 2.17. Engagements au titre de l'Aide pour le commerce, par groupe de revenu, en milliards d'USD, en prix constants de 2017



Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers OCDE-CAD : activités d'aide (2018), DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/data-00061-en>, (consulté le 4 avril 2019).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933953052>

Figure 2.18. Engagements au titre des AASP liés au commerce, par groupe de revenu, en milliards d'USD, en prix constants de 2017



Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers OCDE-CAD : activités d'aide (2019), DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/data-00061-en>, (consulté le 4 avril 2019).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933953071>

Les engagements au titre de l'Aide pour le commerce en faveur des PMA ont progressé de 4,1 milliards d'USD en 2017 pour atteindre 18,8 milliards d'USD (32,5% du total des engagements). Les autres pays à faible revenu ont reçu une aide d'un montant de 80 millions d'USD. La part des engagements en faveur des pays à faible revenu dans leur ensemble a représenté 32,5% des flux totaux d'Aide pour le commerce en 2017. Les principaux bénéficiaires de l'Aide pour le commerce ont été les PRITI (40,2%), les engagements en faveur de ces pays étant passés de 1,9 milliard d'USD à 23,2 milliards d'USD, tandis que les PRITS ont vu les engagements en leur faveur reculer de 1,2 milliard d'USD, pour ne plus se chiffrer qu'à 7,3 milliards d'USD (figure 2.17). Les pays à revenu intermédiaire ont reçu de loin la plus grosse part des AASP liés au commerce. Avec 50 milliards d'USD, soit 83,3% des engagements totaux, le montant a reculé de 7 milliards d'USD par rapport à 2016. Les AASP en faveur des pays à faible revenu sont passés de 5,7 milliards d'USD à 6,5 milliards d'USD (figure 2.18).

En 2017, les donateurs bilatéraux ont assuré des engagements à hauteur de 31,7 milliards d'USD, soit 55% de l'Aide pour le commerce totale. Le plus gros fournisseur est le Japon, qui, avec des engagements de 12,5 milliards d'USD, a destiné l'essentiel de ses financements à l'Asie, en faveur principalement des secteurs du transport et de l'entreposage et de l'énergie. Parmi les autres grands pourvoyeurs bilatéraux figurent l'Allemagne, avec 5,7 milliards d'USD, suivie de la France (3,2 milliards d'USD) et des États-Unis (2,4 milliards d'USD). La plupart des donateurs bilatéraux accordent la majeure partie de leur aide sous forme de dons, à l'exception de la France, de l'Allemagne, du Japon et de la Corée, qui accordent une grande partie de leur aide sous forme de prêts. Les fournisseurs multilatéraux ont eux aussi accru leurs engagements, de 4,2 milliards d'USD, pour les faire passer à 26 milliards d'USD. Les institutions de l'UE et le Groupe de la Banque mondiale restent les premiers contributeurs, avec près des deux tiers du total de l'Aide pour le commerce multilatérale. Les institutions multilatérales ont été les plus gros pourvoyeurs d'AASP liés au commerce, pour un montant de 50 milliards d'USD (83% du total). Les principaux contributeurs sont la Banque asiatique de développement, la BERD, la SFI et le Groupe de la Banque mondiale.

En 2017, la part de l'Aide pour le commerce dans l'aide ventilable par secteur est passée d'une moyenne de 30,3% au cours de la période de référence à 39,2% en 2017. Ainsi, la part de l'Aide pour le commerce dans l'enveloppe budgétaire toujours plus importante de l'APD a connu une hausse encore plus marquée. Cette augmentation de 9 points de pourcentage, qui se traduit par des engagements supplémentaires de 75 milliards d'USD depuis 2006, pourrait être considérée comme des ressources additionnelles au titre de l'Aide pour le commerce; les trois quarts de ce soutien sont fournis par l'Union européenne, l'Allemagne, la France, le Japon et la Banque africaine de développement. ■

BIBLIOGRAPHIE

Baniya S., Rocha N. et Ruta M., (2019), *Trade Effects of the New Silk Road: A Gravity Analysis*, Policy Research Working Paper, <https://doi.org/10.1596/1813-9450-8694>

Bayraktar, N., (2018), *Effectiveness of public investment on growth in sub-Saharan Africa*, Eurasian Economic Review, n° 86, <https://doi.org/10.1007/s40822-018-0119-z>

Buera, F. J., Kaboski, J. P. et Shin, Y., (2011), *Finance and development: A tale of two sectors*, American Economic Review, 101(5), pages 1964 à 2002, <https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/aer.101.5.1964>

Benn, J., C. Sangaré et T. Hos (2017), "Amounts Mobilised from the Private Sector by Official Development Finance Interventions: Guarantees, syndicated loans, shares in collective investment vehicles, direct investment in companies, credit lines", OECD Development Co-operation Working Papers, n° 36, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/8135abde-en>

Calderón, C. et Servén, L., (2004), *The Effects of Infrastructure Development on Growth and Income Distribution*, Policy Research Working Paper, <https://doi.org/10.1596/1813-9450-3400>

Donor Committee on Enterprise Development (2016), *How to create an enabling environment for inclusive business? Learning from experience and debates in private sector development*, https://www.enterprise-development.org/wp-content/uploads/DCED_Creating_An_Enabling_Environment_For_Inclusive_Business.pdf

Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (2019), *Responsible and Inclusive Business Hubs*, <https://www.giz.de/en/worldwide/43855.html>

Greenstone, G., (2014), *Energy, growth and development*, International Growth Centre, <https://www.theigc.org/wp-content/uploads/2014/09/IGCEvidencePaperEnergy.pdf>

Société financière internationale, *Global Trade Finance*, https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/industry_ext_content/ifc_external_corporate_site/financial+institutions/priorities/global+trade/gtsf2

Internationaal onderzoek en beliedsevaluatie (IOB) (2018), *Transition and inclusive development in Sub-Saharan Africa: An analysis of poverty and inequality in the context of transition*, IOB Study, n° 422 <https://english.iob-evaluatie.nl/publications/publications/2018/04/01/422-%E2%80%93-iob-%E2%80%93-an-analysis-of-poverty-and-inequality-in-the-context-of-transition-%E2%80%93-transition-and-inclusive-development-in-sub-saharan-africa>

Lammersen F. et Hynes W. (2019), *How trade and aid can help deliver sustainable development goals*, Turkish Policy Quarterly, Volume 17, n° 4 <http://turkishpolicy.com/article/944/how-trade-and-aid-can-help-deliver-sustainable-development-goals>

Lehmacher, W. et Padilla, V., (2015), *What can the New Silk Road do for global trade*, Financial Times, Forum économique mondial, Genève, <https://www.weforum.org/agenda/2015/09/what-can-the-new-silk-road-do-for-global-trade/>

OCDE (2013a), *Perspectives du développement mondial 2013: Les politiques industrielles dans un monde en mutation*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/persp_glob_dev-2013-fr

OCDE (2013b), *Succeeding with Trade Reforms: The Role of Aid for Trade*, Objectif développement, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264201200-en>

- OCDE (2014), *Regional Perspectives on Aid for Trade*, Objectif développement, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264216037-en>
- OCDE (2016), *Private Sector Engagement for Sustainable Development: Lessons from the DAC*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264266889-en>
- OCDE (2018), *La philanthropie privée pour le développement*, Objectif développement, Éditions OCDE, Paris, https://www.oecd-ilibrary.org/development/la-philanthropie-privee-pour-le-developpement_9789264303973-fr
- OCDE et OMC (2013), *Panorama de l'aide pour le commerce 2013 : Se connecter aux chaînes de valeur*, OMC, Genève/Éditions OCDE, Paris, https://www.oecd-ilibrary.org/development/panorama-de-l-aide-pour-le-commerce-2013_aid_glance-2013-fr
- OCDE et OMC (2015), *Panorama de l'Aide pour le commerce 2015: Réduire les coûts du commerce pour une croissance durable et inclusive*, OMC, Genève/Éditions OCDE, Paris, https://www.oecd-ilibrary.org/development/panorama-de-l-aide-pour-le-commerce-2015_aid_glance-2015-fr
- OCDE et OMC (2017), *Panorama de l'Aide pour le commerce 2017 : Promouvoir le commerce, l'inclusion et la connectivité pour un développement durable*, OMC, Genève/Éditions OCDE, Paris, https://www.oecd-ilibrary.org/development/panorama-de-l-aide-pour-le-commerce-2017_9789264311121-fr
- OCDE, OMT et OMC (2013), *Aid for Trade and Value Chains in Tourism*, Éditions OCDE, Paris/Éditions OMT, Madrid/OMC, Genève, https://www.oecd.org/dac/aft/AidforTrade_SectorStudy_Tourism.pdf
- OCDE et OMC (2013), *Aid for Trade and Value Chains in Agrifood*, Éditions OCDE, Paris/OMC, Genève, https://www.wto.org/english/tratop_e/devel_e/a4t_e/global_review13prog_e/tourism_28june.pdf
- G-20 (2015), *G20 Inclusive Business Framework*, Groupe de travail du G-20 sur le développement – présidence turque, https://www.inclusivebusiness.net/sites/default/files/inline-files/G20%2BInclusive%2BBusiness%2BFramework_Final.pdf
- USAID (2018), *Governance for Inclusive Growth*, https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1861/FS_GovernanceforInclusiveGrowth_Nov2018_Eng.pdf
- Commission des Nations Unies pour l'Afrique (2017), *Transforming African economies through smart trade and industrial policy*, Commission économique pour l'Afrique – Section des publications, Éthiopie, https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/transforming-african-economies_smart-trade_industrial-policy_eng.pdf

